

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2576 - MARDI 5 AVRIL 2016

BRAZZAVILLE

La situation sous contrôle après l'attaque des ex-miliciens Ninja

Après une matinée fortement perturbée par des détonations d'armes de guerre, notamment dans les quartiers sud de Brazzaville où l'on a signalé une attaque d'ex-miliciens Ninja, la situation était plus calme dans l'après-midi. Dans une déclaration radio télévisée diffusée hier, le gouvernement a affirmé que la situation est sous contrôle et a invité les populations à rester sereines et à vaquer à leurs occupations quoti-

diennes. « En l'état actuel des choses, le Gouvernement de la République n'a pas encore la preuve que des candidats, ou leurs soutiens soient impliqués dans cette affaire. Mais le gouvernement tient à préciser à l'opinion nationale et internationale que les investigations se poursuivent », a précisé le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Thierry Lezin Mougalla. [Page 3](#)



Thierry Lezin Mougalla

ATTAQUE DU 4 AVRIL

Les populations apeurées



EDITORIAL

Rappel

Page 2

Apeurées par les détonations d'armes de guerre, les populations vivant dans les quartiers sud de Brazzaville ont gagné en masse le Centre et le Nord de Brazzaville à

la recherche d'un abri. Cela rappelle à peu près les événements vécus dans la capitale pendant les violences sociales politiques de la décennie 1990-2000. Femmes,

hommes, vieux, jeunes et enfants, ces populations baluchons sur la tête ont élu domicile dans les églises et autres lieux de fortune.

Page 3

COOPÉRATION

Signature d'un accord de prêt entre le Congo et la Turquie

La République du Congo a signé ce 4 avril à Istanbul, avec la Banque turque de Crédit à l'exportation, Türk Eximbank, un accord de prêt d'un montant de 197 494 153 Euros.

Ce prêt financera la construction de la « Cité internationale d'Affaires de Brazzaville », qui est déjà largement entamée par la société turque de BTP dénommée, « SUMMA ».

Page 7

MUSIQUE

Le Congo première destination d'Akon Lighting Africa to

La star internationale du rythm and blues, Akon, a ouvert sa série de concerts qui le conduira dans tous les pays où la Fondation Akon lighting Africa est présente.

Page 12

ÉDITORIAL

Rappel

Que ceux qui s'opposaient à la réélection de Denis Sassou N'Guesso méditent donc sur l'évènement que nous venons de vivre dans les quartiers sud de Brazzaville où des poignées de « ninjas » ont tenté de semer le chaos, hier peu avant le lever du soleil.

Qu'ils se rappellent les terribles drames qui marquèrent, à Bacongo et Makelekele, la fin des guerres civiles de 1997 et 1998. Qu'ils se remémorent aussi le travail de fourni accompli ces quinze dernières années par les autorités congolaises afin de refermer les blessures ouvertes par cette forme de refus de l'autre qu'est le tribalisme. Qu'ils prennent, enfin, la pleine mesure de la tâche qui reste à accomplir pour que le peuple congolais soit mis définitivement à l'abri des agressions internes qui lui ont coûté si cher dans les décennies antérieures.

Toutes les nations qui ont vécu des conflits internes à une époque ou une autre de leur Histoire le savent par expérience : un Etat ravagé par la violence ne se relève pas en un jour des terribles moments qu'il a vécus. Pour y parvenir il a besoin d'un Etat fort, organisé, capable de rétablir l'ordre partout où celui-ci se trouve menacé. S'il ne dispose pas d'une gouvernance interne assise sur des institutions démocratiques et des moyens de sécurité fiables – police, gendarmerie, armée, justice – capables de ramener l'ordre partout où celui-ci est menacé, il a toutes les chances de sombrer à nouveau dans le chaos. Et bien sûr, chez nous comme partout ailleurs, le président de la République joue un rôle éminent dans la mesure où s'il n'y a pas de cohérence au sommet de l'Etat, il ne peut y avoir de sécurité garantie pour la société civile.

C'est précisément ce constat qui a conduit au changement de notre Constitution, le 20 octobre dernier, puis à l'élection présidentielle anticipée que nous venons de vivre dans la paix et la concorde contrairement aux alertes lancées ici et là. Jeune démocratie, le Congo a encore du chemin à parcourir s'il veut être certain que les joutes politiques, les tensions sociales, les ambitions personnelles, les haines cuites et recuites des siècles antérieurs ne perturberont pas dangereusement la vie nationale. Mieux vaut le savoir et regarder la vérité en face plutôt que de sombrer dans le rêve, l'illusion, le phantasme.

Les Dépêches de Brazzaville

VIE DES PARTIS

Le Centre solidaire exhorte les acteurs politiques au ressaisissement

Dans une déclaration rendue publique le 1er avril à Brazzaville, le Front démocratique des partis et groupements politiques du Centre solidaire, que dirige le Dr Luc Daniel Adamo Mateta, a invité la classe politique congolaise, en général et les différents protagonistes du scrutin présidentiel du 20 mars, en particulier, au ressaisissement.

Le plénum des membres de cette plateforme politique a appelé les Congolaises et les Congolais à éviter les maladresses, les erreurs et les fautes du passé qui ont plongé le pays dans l'horreur indescriptible. « *Ayons l'intelligence, l'humilité et le courage de s'auto-corriger à temps, de se rendre à l'évidence que la destruction du Congo ne profitera qu'aux apatrides qui manquent réellement d'amour et de compassion pour le pays et son peuple* », indiqué la déclaration.

Les membres du Front démocratique des partis et groupements politiques du Centre solidaire ont déclaré, par ailleurs, que le plébiscite du président Denis Sassou N'Guesso ne doit pas être perçu comme un arrêt de toute espérance ou toute fin en soi en l'avenir. Au contraire, ont-ils ajouté, un long parcours se dessine devant les Congolais avec de grands défis d'ordre spatial, socio-économique et technologique.

« *De grands malheurs sur le monde pointent à l'horizon, le Congo n'en est pas épargné. Aujourd'hui, l'heure n'est plus aux querelles politiciennes et à la division, mais au contraire, les dangers et les risques qui nous guettent doivent davantage nous rapprocher les uns les autres, car c'est dans l'unité et la solidarité que nous pourrions faire face aux inondations, aux glissements de terrains, aux éruptions*



Dr Luc Daniel Adamo Mateta

volcaniques, à la sécheresse, au réchauffement climatique et au changement des saisons », a relevé la déclaration.

En outre, le texte a indiqué que les Congolais se doivent de savoir que l'histoire des peuples n'avance que par des crises maîtrisées dans la concorde et l'unité nationales. La crise politique actuelle que traverse le Congo, a-t-il poursuivi, peut s'ouvrir sur une belle espérance si les Congolais ont la capacité d'en saisir les causes profondes et s'ils savent lire les signes du temps, marcher à l'unisson et dans une parfaite harmonie dans la même direction.

Le Front démocratique des partis et groupements politiques du Centre solidaire a insisté que la situation politique actuelle ruine progressivement la réputation du Congo à l'extérieur et elle ne devrait plus durer. « *Oui, nous humanistes et patriotes congolais, devons affirmer haut et fort*

que la politique, c'est l'art moral et éthique de gouverner sagement et gérer sainement les affaires qui mettent en jeu les intérêts des Congolais. Nous devons urbi et orbi nous approprier les vertus du dialogue, de la réconciliation, de la concorde, de la paix et de l'unité », a précisé le texte.

Les membres du Front démocratique des partis et groupements politiques du Centre solidaire ont conclu leur déclaration par une exhortation : « *Nous ne devons pas aller chercher si loin des solutions qui se trouvent à la portée de la moindre de nos intelligences pourvu que nous soyons peu agités, sages, humbles et patriotes. Le Congo ne connaîtra jamais de stabilité tant l'ingérence étrangère constituera le fondement pour l'accession au pouvoir. Sortons des discours incendiaires et discourtois, sortons du triomphalisme et de l'aigreur* ».

Roger Ngombé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Clotilde Ibara, Norbert Biembedi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina,
Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama
(chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Josiane Mambou Loukoula
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa

Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula
(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana
(chef de service),
Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué
(chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Service Enquête : Quentin Loubou
(chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath
(chef de service), Luce Jennyfer Mianzo-
ukouta, Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki,
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordinateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole

Service commercial : Marcel Myande,
Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya

n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa
- RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma

Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des
annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo

Assistante commerciale : Hortensia

Olabouré

Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,

Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia

Assistante de direction : Sylvia Addhas

Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsi-
gnet, Brice Tsébé, Irin Maouakani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mombélé Ngon

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala

Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de
service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck

Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Chef de production : François Diatoulou Mayola
Gestion des stocks : Elvy Bombete

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole
Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila),
Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Astrid
Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

POINTE-NOIRE

Le premier citoyen de la ville rassure la population

Le 4 avril aux environs de 10 heures, une panique a perturbé les citoyens de la ville océane à travers des informations de toute sorte données par des jeunes pillards qui demandaient aux commerçants de fermer car la guerre venait de commencer à Brazzaville. À travers une communication, Roland Bouiti Viaudo, député-maire de la ville, a tenu à rassurer la population.



Roland Bouiti Viaudo / Photo Adiac

La psychose est partie depuis le 29 mars où certaines informations de sources non officielles demandaient aux Congolais d'observer la journée ville morte. Et de plus en plus dans certains quartiers de la ville, certains débats non républicains sont engagés ici et là, alimentés par des rumeurs de toute sorte.

Le matin du 4 avril, un groupe de délinquants, appelé «bébés noirs»

ou Kuluna ont tenté d'agresser des éléments de la force publique vers le commissariat de Tié-Tié 2, ils étaient munis d'armes blanches, notamment des couteaux, des machettes, des gourdins. Ces bandits ont été neutralisés et interpellés par la police. C'est la cause, selon Roland Bouiti Viaudo, de cette panique. À la suite de cet incident, le maire a rendu publique une communication tendant à apaiser ce climat dans la ville océane. « J'appelle les Ponténégrins et les Ponténégrines à vaquer paisiblement à leurs occupations, les services de police et de la gendarmerie sont à pied d'œuvre pour garantir la sécurité des biens et des personnes et mettre hors d'état de nuire toutes les personnes organisées en bandes de perturbateurs et de fossoyeurs de la paix », a assuré le maire. Par ailleurs, il invite la population à dénoncer toute organisation de personnes tendant à troubler l'ordre public et de

ne pas céder à toute rumeur de déstabilisation. « Car la force publique a été instruite pour traiter avec la plus ferme rigueur tous les délinquants qui s'aventureraient à troubler l'ordre public établi. Force est à la loi », a-t-il conclu. Notons que le calme est revenu dans la ville, malgré cette psychose qui continue de gagner encore certains Ponténégrins

La Rédaction de Pointe-Noire

BRAZZAVILLE

Les quartiers sud se vident de leurs populations

Le 4 avril à 3 heures du matin, les populations vivant dans les quartiers sud de Brazzaville se sont réveillées au son des rafales. Des tirs nourris d'armes partis de Mayanga ont retenti à Bifouiti, Bacongo, Makélékélé, Kinsoundi, Diata, etc.



Les populations fuyant leurs domiciles

Selon les premières informations, il s'agirait d'une attaque visant un poste de police au quartier Mayanga. Les ninjas, ex-milice de Bernard Kolelas puis repris par Frederick Binsamu connu sous le nom de pasteur Ntumi, seraient les auteurs de cette attaque. Difficile pour ces miliciens de progresser au regard du puissant arsenal militaire déployé dans la zone.

Ces tirs d'armes ont provoqué un mouvement de panique dans ces quartiers et poussé des milliers de personnes d'aller trouver refuge dans les quartiers nord de la capitale où règne la quiétude. Aussi des églises situées dans ces quartiers ont-elles été vite prises d'assaut par ces populations désespérées.

« On a commencé à tirer à 02h00 du matin jusqu'à 10h00. J'ai vu les ninjas armés vers huit heures

fuir aux confins de Kinsoundi. Des militaires sont entrés dans plusieurs parcelles. Ils nous ont demandé de quitter le quartier avant qu'il ne soit trop tard. Nous ne savons où aller. Ceux qui ont des parents à Moungali, Ouénzé, Talangai, etc. peuvent souffler, mais nous, nous serons obligés de passer la nuit ici à Blanche-Gomez, à la belle étoile, en attendant que ça se calme », a déclaré Grâce, une jeune dame de 32 ans, habitant le quartier Kinsoundi.

Par ailleurs, de longues files d'habitants remontaient l'avenue de l'OUA, principal axe de communication des quartiers sud vers le centre. Très tôt le matin, toutes les voitures faisaient l'objet d'une fouille systématique à des barrages dressés par les forces de l'ordre.

Yvette Reine Nzaba

Déclaration du gouvernement suite à la situation qui a prévalu le lundi 4 avril à Brazzaville

Les habitants des quartiers sud de Brazzaville ont été réveillés par les détonations d'armes de guerre qui ont duré quatre heures. Le gouvernement, par l'entremise de son porte-parole, Thierry Lezin Mougalla, a rendu publique une déclaration dans laquelle il rassure la population brazzavilloise que la situation est maîtrisée.

Ce Lundi 04 avril 2016, dans les environs de trois (3) heures, du matin, des ex-miliciens NINJA NSILOULOU se sont infiltrés dans Brazzaville sud, par le quartier MAYANGA, situé dans l'arrondissement 8 Madibou.

Ils ont attaqué la position militaire de MAYANGA, ainsi que le commissariat central du Djoué, le commissariat de Police de l'arrondissement 1 Makélékélé, et les commissariats de police des quartiers Lemina et Kinsoundi.

Tous ces édifices, auxquels il faut ajouter la Mairie de Makélékélé, ont été incendiés, dans le cadre de ce qui s'apparente à une véritable action terroriste. Il convient de signaler que les assaillants ont posé, par ailleurs, des actes de voies de faits et diverses exactions sur les populations civiles, lesquelles se voient contraintes de quitter leurs lieux d'habitation. Actuellement, la situation ainsi créée est gé-

rée par la Force Publique, qui est en train de rétablir l'ordre public.

Force est de constater que cette situation est consécutive à l'élection présidentielle du 20 Mars 2016, grand moment de démocratie apaisée, scrutin dont les populations attendent tout simplement la publication des résultats définitifs par la Cour Constitutionnelle.

C'est dans ce contexte qu'il convient également de relever, pour le condamner, que certains candidats ainsi que leurs soutiens, n'ont eu de cesse d'en appeler à la désobéissance civile et à l'insurrection armée.

En l'état actuel des choses, le Gouvernement de la République n'a pas encore la preuve que des candidats, ou leurs soutiens soient impliqués dans cette affaire. Mais le Gouvernement tient à préciser à l'opinion nationale et internationale que les investigations se poursuivent.

En conclusion, le Gouvernement de la République rappelle que la situation est maîtrisée. Il invite les populations à rester sereines et à vaquer à leurs occupations quotidiennes.

Nous serons amenés à revenir vers vous dans les prochaines heures, en tant que de besoin. Fait à Brazzaville, le 04 Avril 2016

Le Gouvernement.

Les Dépêches de Brazzaville

Déclaration du candidat du PAR suite à la situation du 4 avril à Brazzaville



Le candidat à l'élection présidentielle du 20 mars 2016, Anguios Nganguia Engambé, président du Parti pour l'action de la République Mâ « P.A.R. », lance un appel solennel à tous les candidats à l'élection présidentielle du 20 mars 2016 dernier, de se ressaisir au nom de la République du Congo, et de son peuple souverain qui

attend de la République du Congo, un développement économique et commercial, et non la guerre civile entre les Congolaises et les Congolais.

Toutefois, j'invite les candidats à l'élection présidentielle du 20 mars dernier, à être autour d'une table pour un dialogue politique en vue de la construction et de la reconstruction de la République du Congo.

Par la même occasion, je demande à toute la classe politique congolaise de m'accompagner dans cette démarche de la démocratie, de la paix, de la bonne gouvernance, de la sécurité des citoyens et de leur défense, dans le respect des lois et règlements de la République du Congo.

Vive le Congo uni, solidaire, prospère et indivisible.

Vive la République du Congo.

Je vous remercie.

Anguios Nganguia Engambé



COMMUNIQUÉ

Bamako, le 25 Mars 2016

Le Bureau d'Études CIRA SA vient d'obtenir la certification ISO 9001v2008 - ISO 14001v2004 - OHSAS 18001v2007, délivrée par BUREAU VERITAS Maroc, pour les prestations d'études, de contrôle des travaux et d'assistance à la maîtrise d'ouvrage dans les domaines des infrastructures de transport, des aménagements hydro-agricoles et développement rural, de l'approvisionnement en eau et l'assainissement, des bâtiments civils et industriels.

Une confirmation internationale de la performance de CIRA SA !

Depuis sa création en 1991, CIRA SA s'est assigné comme mission de participer activement au processus de développement durable de l'Afrique, dans lequel se sont engagés les États et les Partenaires au Développement, à travers des prestations d'ingénierie dans ses domaines d'intervention.

Grâce à la motivation et l'implication de tout le personnel, CIRA SA a été certifié ISO 9001 version 2000 en Juillet 2005 et ISO 9001 version 2008 en Septembre 2009, ce qui fait de lui l'un des premiers Bureaux d'Études certifiés en Afrique au Sud du Sahara. Après dix (10) ans de certification Qualité (ISO 9001), CIRA SA a implanté, un Système de Management Intégré Qualité - Sécurité - Environnement qui vient d'être bonifié par une reconnaissance internationale.

CIRA SA compte aujourd'hui 470 collaborateurs dont 32% au Siège à Bamako et 68% dans les missions de Contrôle et d'Assistance Technique.

La zone d'intervention de CIRA SA couvre 20 pays africains dont 10 en Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Togo), 07 en Afrique Centrale (Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, République Démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe, Tchad) et 03 en Afrique Orientale (Burundi, Djibouti, Rwanda).

Cette certification est la reconnaissance de la maturité et de l'efficacité du Système de Management Intégré QSE de CIRA SA. Elle illustre sa volonté d'évoluer dans une démarche de progrès et de mieux répondre aux attentes de ses Parties Intéressées (Clients, Partenaires Techniques et Financiers, Personnel, Pouvoirs Publics...)

Fondé en 1828, BUREAU VERITAS est le leader mondial des services d'évaluation de conformité et de certification appliqués aux domaines de la qualité, de la santé, de la sécurité, de l'environnement et de la responsabilité sociale («QHSE»).

Le Groupe BUREAU VERITAS est aujourd'hui présent dans 140 pays à travers un réseau de plus de 900 bureaux et 330 laboratoires. Il emploie plus de 59 000 personnes et dispose d'un portefeuille d'environ 400 000 Clients.

NÉCROLOGIE

Guylin Ngossima agent des Dépêches de B/ville; Giryil Bomongo Sékola, le sénateur Alphonse Gondzia, Philomène Nongo et famille, ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissance le décès de leur maman, tante et sœur, Georgine Mdenoubi Bogoli, agent du ministère de l'Agriculture détaché à la Mairie de Talangaï, survenu le 29/04/2016 au CHU de B/ville. La veillée mortuaire se tient au n° 11 bis rue Câble Texaco (la Tsiémé). La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.



Vianey Malonga, agent Dépêches de Brazzaville, les familles Oboba, Olingo, Inokomis et Eyila, ont le profond regret d'informer les parents, amis et connaissances du décès de Roland Saturnin Olingo Boboto, marechal de logis chef survenu le mardi 29 mars 2016, à Brazzaville. La veillée mortuaire se tient dans la rue Loango, au n° 84, à Poto-Poto.

Les obsèques sont prévues pour le mardi 5 avril 2016.



IN MEMORIAM

4 avril 2009 – 4 avril 2016

Voici sept (7) ans que Dieu a rappelé son fils Joseph Ockana.

A cette occasion, Alphonsine et les enfants Ockana ont demandé des messes de repos en sa mémoire, qui seront dites ce vendredi 4 avril 2016 à 6h00 dans les paroisses suivantes : Sainte Marie de Ouéndzé, Saint Esprit de Mougali, Sainte Anne, Saint François, Notre dame de Fatima, Javoueh, Saint Augustin, Cathédrale et Jésus ressuscité.

Que ton âme repose en paix.



Twanga Tidet Yala Dia Fouetolo

1^{er} avril 2014 - 1^{er} avril 2016

2 ans déjà

Que ton âme repose en paix !

Ton épouse Jeanne Koussekissa, tes enfants, Erichelle, Brice, Gervais, Hermenegilde, Estelle, Ghislan, Aubierge et Ferdin. Pensent à toi.

HÔTELLERIE/RESTAURATION

Perspectives d'avenir finance la formation de 150 jeunes congolais

Le directeur général du Tourisme, Charles Nganga, a procédé le 1er avril à l'hôtel de la Concorde à Kintélé, banlieue nord de Brazzaville, au lancement de la première édition de la formation initiale et qualifiante dans les métiers de l'hôtellerie en faveur des jeunes

Organisée par la Fondation perspectives d'avenir en partenariat avec Pertia Group du Maroc et le groupe français COEM en charge de la gestion de l'hôtel de la Concorde de Kintélé, cette formation concerne 150 jeunes de Brazzaville. Retenus sur une liste de plus de 2000 postulants en respectant, a rappelé le directeur exécutif de cette fondation, Abraham Rock Okoko Esseau, les critères d'âge, de niveau d'études et de situations professionnelles, ces jeunes bénéficieront de 200 heures de cours théoriques et pratiques, pendant 25 jours. En effet, parmi ces 150 bénéficiaires, trente seront formés dans les métiers de l'accueil/réception ; trente en hébergement ; trente autres au service restaurant et bar ; trente dans les métiers de la boulangerie et la pâtisserie ; les trente derniers dans les métiers de la cuisine.

« A la fin de la formation, ces jeunes seront placés en stage dans les hôtels et restaurants de la place pour une durée minimum

de trois mois. Ils auront aussi la possibilité, s'ils le souhaitent, car c'est la politique de la fondation, de passer les examens liés au certificat de qualification professionnelle organisé par le ministère. La fondation s'engage à accompagner ces jeunes jusqu'à leur insertion professionnelle, en leur facilitant le contact avec les entreprises du secteur hôtelier », a indiqué Abraham Rock Okoko Esseau.

Selon lui, c'est le but de donner au Congo des employés et des cadres techniques qualifiés dans les secteurs d'hébergement, de la restauration que la Fondation perspectives d'avenir a noué des partenariats aussi bien au niveau national qu'au niveau international. Le directeur exécutif de cette fondation a également souligné la nécessité de ne pas négliger le secteur de l'hôtellerie dans le processus de diversification de l'économie congolaise. Il a, par ailleurs, rappelé que cette formation s'inscrit dans le nouveau programme du chef de l'Etat, notamment dans son chapitre 4 qui laisse une place importante à la préparation des jeunes à l'emploi par la formation qualifiante.

« Le manque d'emploi étant une menace sérieuse de la paix sociale... »

Le PDG de Pertia Group, Mo-



Les officiels posant avec les apprenants / crédit photo Adiaa

hamed Jedadi, a rappelé que le groupe qui a déjà formé plus de 2 000 jeunes formateurs et autres, ne voudrait plus s'arrêter au niveau de la formation. Il aimerait désormais accompagner les jeunes à l'emploi. « Nous sommes aujourd'hui dans une action qui s'inscrit dans la continuité. Nous sommes en train de travailler avec la fondation sur le partenariat avec une fondation de micro crédit pour que nous puissions offrir aux jeunes dans l'avenir non pas seulement une formation mais aussi la possibilité de créer leurs propres Business et devenir entrepreneurs », a annoncé le Marocain dont le groupe

a une référence en matière de formation.

De son côté, le sous-préfet d'Ignié, Ahmed Ndzanga, a indiqué que le choix du secteur de l'industrie touristique et de la gastronomie était porteur d'espoir pour la jeunesse congolaise puisqu'il touche directement l'un des piliers vitaux de l'homme et de son bien-être social. « Le manque d'emploi étant une menace sérieuse de la paix sociale... chaque jeune doit apprendre et exercer un métier pour pouvoir se prendre en charge. Car une jeunesse désœuvrée ressemblerait à une bombe à retardement et une source d'instabilité sociale avec

la prolifération des antivaleurs », a-t-il déclaré, précisant que cette démarche est susceptible de réduire ou d'éradiquer le chômage des jeunes.

Présidant la cérémonie d'ouverture, le directeur général du tourisme a indiqué que les questions de formation intéressent leur département ministériel. Charles Nganga s'est également félicité de l'initiative louable de la Fondation perspectives d'avenir qui aura un impact positif non seulement en ce qui concerne la résorption du chômage mais aussi l'amélioration des qualités de services au sein des établissements du tourisme. C'est ainsi qu'il a exhorté les apprenants à se mettre au service des formateurs. « La fondation a prévu un accompagnement afin d'insérer les jeunes bénéficiaires de ces formations dans les entreprises. Les perspectives sont alléchantes dans le secteur du tourisme. Vous pouvez constater que les chaînes hôtelières internationales sont en train de s'installer de plus en plus dans notre pays ; il faut être nanti d'un savoir-faire reconnu pour espérer un jour avoir le privilège d'intégrer ces établissements hôteliers de renom. Ce type de formations en est la parfaite occasion ou illustration », a-t-il conclu.

Parfait Wilfried Douniama

VIE DES PARTIS

Le Collectif des partis de l'opposition congolaise sollicite la convocation d'un dialogue

C'est au cours d'une conférence de presse tenue le 02 avril 2016, au siège de l'Alliance pour la République et la démocratie (ARD), que cette invite a été lancée conjointement par le collège des présidents du Collectif des partis de l'opposition congolaise, signataire de la déclaration du 17 août sur les élections législatives de 2012, à savoir : Mathias Dzon, Jean Itadi, Raymond Serge Mviri et Henri Bounkoulou.



Le collège des présidents du collectif des partis de l'opposition congolaise, Mathias Dzon, Jean Itadi, Raymond Serge Mviri et Henri Bounkoulou

Constatant dans une déclaration lue au cours de cette conférence de presse, que le Congo est entré dans une logique de guerre civile, le collectif des partis de l'opposition congolaise, trouve qu'il est impérieux de l'en sortir au plus vite. C'est pourquoi il invite la classe politique congolaise à se ressaisir et à faire sien l'appel à l'apaisement lancé par la communauté internationale et à créer les conditions favorables à la recherche d'une solution

consensuelle et apaisée à la crise actuelle.

Ce collectif réaffirme son ferme attachement aux idéaux de démocratie, de paix et de concorde nationale. Il dénonce vigoureusement les arrestations arbitraires des cadres et militants des partis de l'opposition et exige leur libération immédiate ; exige la levée sans condition de l'état d'urgence de fait et de toutes les mesures y afférentes.

Pour ce collectif, l'unique voie de sortie de la crise actuelle, est la convocation, sans délai, d'un dialogue national inclusif, sous médiation de la communauté internationale, en vue d'un concordat politique entre la majorité présidentielle et l'opposition pour refonder le processus électoral et promouvoir des élections apaisées, libres, transparentes et justes.

Henri Bounkoulou complète que pour l'intérêt du Congo, il faut aller vers le dialogue national inclusif. « Ne blaguons pas avec le feu. Ne faisons pas la politique de l'Autriche en faisant semblant de ne pas voir ce qui se passe. Il faut dialoguer pour aller vers une véritable démocratie. » Enfin, Mathias Dzon pense que la convocation d'un dialogue national inclusif sous la médiation de la communauté internationale est le seul et l'unique moyen d'éviter le pire au Congo.

Bruno Okokana

ELECTION PRÉSIDENTIELLE

Le Comité ad hoc du dialogue de Sibiti appelle les perdants à ne pas troubler la paix

Le Comité ad hoc de suivi des recommandations du dialogue national de Sibiti 2015, a appelé les perdants à l'élection présidentielle du 20 mars dernier à l'arrêt des actes tendant à troubler la paix et la quiétude des Congolais. Le commissaire général Dominique Basseyla a publié le 02 avril, au nom de son institution, un message y relatif.

Dominique Basseyla a notamment signifié que ces candidats malheureux doivent comprendre que le temps de la conquête du pouvoir par les armes et les canons est révolu. « Ces candidats, comme d'ailleurs l'ensemble du peuple congolais, doivent attendre la décision de la Cour constitutionnelle qui ne sont susceptibles d'aucun recours. Elles s'imposent aux pouvoirs publics, à toutes les autorités administratives, juridictionnelles et aux particuliers ».

Le commissaire général a rappelé aux congolais et à la communauté internationale que le scrutin du 20 mars s'est déroulé dans de bonnes conditions non seulement aux dires des observateurs nationaux et internationaux venus en grand nombre d'Afrique et d'Europe dans les bureaux de vote, mais surtout de la manière dont les opérations se sont déroulées notamment le

dépouillement des bulletins, la compilation et la transcription des résultats sur les formulaires « devant les présidents des bureaux de vote, les quatre assesseurs représentant respectivement les partis ou groupements politiques de la majorité, de l'opposition IDC-Frocad/Copar-RAD, du centre, la société civile ainsi que les délégués de chaque candidat ».

En outre, tenant compte du tapage médiatique de certaines presse étrangères et de certaines déclarations de nature incendiaires, le Comité ad hoc de suivi des recommandations du dialogue de Sibiti a fait savoir que le Congo est un Etat souverain. « Par conséquent, le peuple refuse de recevoir une leçon de démocratie électorale de quiconque. Il demeure le seul maître de son destin », souligne la déclaration. Le Comité a néanmoins félicité les différents candidats pour leur sens de responsabilité et le respect mutuel constaté à travers les messages diffusés aux populations venues aux meetings. « Campagne civilisée, expurgée de toutes attaques personnelles, invectives ou calomnies », a qualifié Dominique Basseyla.

Jean Jacques Koubemba

TRIBUNE LIBRE

Le défi de l'intégration régionale: l'amélioration du climat des affaires

Lorsque le climat des affaires d'un pays est bon, son économie attire les investisseurs et crée des richesses. Le rapport annuel «Doing Business» de la Banque mondiale, évalue ce climat sur dix critères et classe plus de 60% des économies mondiales. Le score du Congo est passé du 171e rang mondial en 2007, au 176e rang en 2016 sur 189 pays, après le pic du 183e rang en 2013, malgré les Actes uniformes de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA), fixant le cadre juridique de l'intégration régionale des activités commerciales des 17 Etats de l'Afrique Subsaharienne (AS); alors que le pays capte des investissements directs étrangers équivalant à 20% de son PIB contre 5,1% seulement en AS.

1- Des progrès: Le Congo progresse sur 3 critères, grâce à son intégration dans la gestion prudentielle bancaire de l'Afrique Centrale: l'indice de fiabilité des garanties dans l'obtention des prêts, est passé de 3 sur 10 en 2007 (177e) à 6 en 2016 (109e), contre 4,9 en AS. Le solutionnement de l'insolvabilité est stable à 3,3 jours pour un coût de 25% de la valeur du patrimoine, alors que le taux de recouvrement de 17,8% en 2013 (136e) est passé à 17,9% en 2016 (115e). En AS, 3 jours pour un coût de 23,1% du patrimoine pour un taux de recouvrement de 20%. L'obtention des licences en 175 jours et en 15 procédures en 2007 (117e) contre 120 jours et 13 procédures en 2016 (109e), quand en AS, ce délai est de 162,2 jours pour 14,4 procédures.

2- Des reculs: Le Congo recule sur 7 critères: la création d'entreprise nécessite 71 jours, 8 procédures pour un coût de 214 \$US en 2007 (171e), contre 53 jours, 11 procédures à 523 \$US (176e) en 2016. En AS, on compte 8 procédures en 26,8 jours pour 534 \$US. L'indice de protection des investisseurs minoritaires est de 5 sur 10 en 2007 (83e), contre 4 en 2016 (150e) pour 4,5 en AS. Pour transférer la propriété, 157 jours, 7 procédures et un coût de 27,2% de la valeur de l'entreprise en 2007 (163e), contre 6 procédures, 55 jours et 12% de la valeur de l'entreprise en 2016 (166e), alors qu'en AS, il faut 6,2 procédures, en 57,5 jours et 8,3% de la valeur du bien. La qualité de l'administration foncière est de 8,4 sur 10 en 2016 en AS contre 4,5% au Congo. 94 impôts et taxes sont supportés au Congo en 576 heures, représentant 57,3% du bénéfice en 2007 (170e), contre 50 impôts et taxes en 602 heures, représentant 56% du bénéfice (182e) en 2016. En AS, 38,6 impôts et taxes payés en 308 jours, représentent 46,5% seulement du bénéfice. Les taxes sociales ne sont que de 14,1% en AS contre 31,3% au Congo.

Dans le commerce transfrontalier, l'exportation d'un conteneur nécessite au Congo, 1200 heures pour un coût de 1732 \$US, alors que l'importation du même conteneur nécessite 1488 heures pour 2201\$ contre 397heures à 806 \$US en 2007(166e). En 2016, le Congo occupe le 177e rang avec 276 heures à 1976 \$ US pour exporter un conteneur, contre 397 heures à 806\$ US pour importer le même conteneur. En AS, l'exportation d'un conteneur nécessite 108 jours pour 542\$ US, l'import nécessite 160 jours à 643\$ US en 2016. Depuis 2007, l'exécution des contrats en justice nécessite au Congo, 560 jours pour un coût représentant 45,6% de la créance en 2007 (155e), contre 53,2% de la créance en 2016 (158e), pour 653,1 jours et 44,9% de la créances en 2016 en AS. Depuis 2013, le raccordement de l'électricité nécessite 135 jours et 6 procédures (135e) jusqu'en 2016 (176e), pour un coût de 4775,3 \$US et 4677,1 \$US. En AS, 5 procédures, 135 jours pour 4075,6 \$US en 2016.

3- En cause, l'enchevêtrement des structures et des lois complexes en charge des activités des PME qui augmente les coûts de coordination et de transaction: Agence de Développement de la PME (1986), Fonds de Garantie et de Soutien aux PME (1987), du Commerce et de l'Artisanat (Fonds d'Intervention et de Promotion de l'Artisanat et Agence Nationale de l'Artisanat (1986)), et de l'Entrepreneuriat (Maison de l'Entreprise (1994), Centre de Formalités Administratives des Entreprises, Agence pour la Promotion des Investissements (2014)). Il est plus efficace de les regrouper autour de l'entrepreneuriat pour mieux accompagner les entrepreneurs, notamment dans le cadre de la loi du 15 mai 2011 fixant le statut de l'entrepreneur de l'OHADA qui peine à prendre forme au Congo.

Ainsi, une accélération de l'harmonisation des pratiques du droit des Affaires, dans le cadre de l'entrepreneuriat, fondée sur la simplification administrative et organisationnelle, est nécessaire pour assainir et fluidifier le climat des affaires, afin d'intégrer les entreprises dans la chaîne de valeur régionale.

Emmanuel OKAMBA Maître
de Conférences HDR en Sciences de Gesti

SANTÉ PUBLIQUE

L'OMS invite les gouvernements à mesurer l'importance de la vaccination

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) organisera du 24 au 26 avril une campagne dénommée «La semaine mondiale de la vaccination: combler les lacunes en matière de vaccination» en vue d'attirer l'attention des gouvernements sur la couverture vaccinale de toutes les personnes vulnérables vivant dans les situations de conflits ou d'urgence.

La campagne met l'accent sur la vaccination chez les adolescents et les adultes tout au long de la vie. Le message sera diffusé à travers des posters, des matériels multimédia et bien d'autres supports. Elle s'inscrit dans le cadre du plan d'action pour les vaccins, approuvé par

les États membres de l'assemblée mondiale de la santé en mai 2012. L'objectif est de parvenir à la couverture vaccinale universelle dans le monde d'ici 2020.

Selon l'OMS, ce plan vise à accélérer la lutte contre les maladies évitables par la vaccination: éradiquer la poliomyélite en intensifiant les efforts pour éliminer la rougeole, la rubéole, le tétanos maternel et néonatal ainsi que d'autres maladies. Outre ces maladies, le plan consiste à renforcer les programmes nationaux de vaccination systématique pour atteindre les objectifs de la couverture vaccinale, introduire de nouveaux vaccins améliorés, stimuler la recherche et le développement de la prochaine génération de vaccins et de technologies. L'OMS a félicité les progrès accomplis dans

la réalisation des projets de la décennie de la vaccination actuelle avant de souligner les difficultés rencontrées par le système de santé. Parmi ces difficultés figurent le manque d'accès aux services de santé, la pénurie d'informations exactes sur la vaccination, la volonté politique et l'appui financier insuffisants ainsi qu'un approvisionnement inadéquat en vaccin dans certaines régions. L'OMS encourage, par ailleurs, les gouvernements et les partenaires de la santé à se joindre à la campagne et à apporter leur contribution pour sensibiliser à l'importance de la vaccination, à renforcer la demande dans les communautés et à améliorer les services de vaccination de façon à ce que toutes les populations puissent en bénéficier.

Lydie Gisèle Oko

VIE DES SYNDICATS

L'alliance Unoc-Copeco exhorte le chef de l'Etat à favoriser l'éclosion du secteur privé

Dans une déclaration rendue publique le 30 mars à Brazzaville, l'alliance Union nationale des opérateurs économiques du Congo (Unoc), que dirige El Hadj Djibril Abdoulaye Bopaka, et le Collectif des opérateurs économiques du Congo (Copeco) de Paul Nestor Mouandzibi Ndinga, a salué la réélection du président de la République Denis Sassou N'Guesso, à

l'issue du scrutin présidentiel du 20 mars dernier. L'alliance Unoc-Copeco a souhaité pleins succès au programme de gouvernement de Denis Sassou N'Guesso: « la marche vers le développement ». Comptant sur son expérience dans la préservation de la paix, l'unité nationale et la stabilité, a indiqué la déclaration, l'alliance Unoc-Copeco a sollicité, pour le secteur privé national, au

cours des cinq années à venir, que des efforts soient orientés vers la consolidation et la pérennisation de la croissance économique inclusive par la diversification et les réformes économiques, vers la création des emplois, et vers l'éclosion des initiatives privées tendant à la structuration du secteur privé national fort.

Roger Ngombé

VOTRE COURANT N'EST PAS STABLE ?
NOUS AVONS LA SOLUTION POUR VOUS !!!



ATELEC

AVEC LA NOUVELLE TECHNOLOGIE
DES RÉGULATEURS ATELEC (100% CUIVRE),
SÉCURISEZ VOTRE MATÉRIEL.

Disponible chez BUROTOP IRIS

4 Avenue FOCH - Brazzaville - Tel: 05 5777 588 - 06 669 60 60
Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Pointe-Noire - Tel: 04 453 53 53 - 05 605 60 56

AFRIQUE DU SUD

Le Parlement examine ce mardi la procédure de destitution Jacob Zuma

L'affaire de la construction de la résidence privée du président sud-africain grâce au financement public est loin d'être terminée puisqu'après le jugement de la Cour constitutionnelle la semaine dernière, le principal parti d'opposition, l'Alliance démocratique (DA), a immédiatement lancé une procédure de destitution contre le chef de l'État.

« L'Assemblée nationale examinera mardi 5 avril la motion déposée par l'Alliance démocratique pour la destitution du président, en vertu de la section 89 de la Constitution », a déclaré dimanche le porte-parole de l'Assemblée nationale, Baleka Mbete à la presse. Il a indiqué que cette procédure de destitution n'a toutefois guère de chance d'aboutir puisque le parti de Jacob Zuma, le Congrès national africain (ANC) - au pouvoir depuis la fin de l'apartheid -, dispose de la majorité absolue au parlement. D'ores et déjà, ce parti a assuré qu'il continuait à soutenir l'actuel président sud-africain.

La semaine dernière, la Cour constitutionnelle a rendu son jugement sur l'affaire de la résidence privée de Jacob Zuma. Elle a notamment dit que le président sud-africain n'avait « pas fait respecter, ni défendu, ni suivi la Constitution ». Estimant qu'une partie des travaux engagés par le président dans le domaine de Nkandla concernant par

exemple le poulailler, la piscine ou encore le centre pour visiteurs, les juges ont dit que tout cela n'était en rien lié à sa sécurité et devait donc être remboursé à l'État.

En 2015, Jacob Zuma était déjà visé par une motion de censure pour n'avoir pas arrêté son homologue soudanais, Omar el-Béchir, est poursuivi par la Cour pénale internationale. Fort heureusement, le président sud-africain avait été sauvé par les députés de son parti. Pour ce qui est de l'affaire de sa résidence privée, il a longtemps nié toute irrégularité dans le financement public des travaux de celle-ci, estimés en 2014 à 216 millions de rands (24 millions de dollars à l'époque), avant de s'excuser dans un discours télévisé à la nation, d'avoir eu recours aux fonds publics. Il a alors reconnu avoir commis une faute constitutionnelle. Et dans l'espoir de calmer les esprits, Jacob Zuma a promis de se conformer à l'arrêt et de rembourser les frais engagés à titre privé.

Actuellement âgé de 73 ans, Jacob Zuma est soutenu par l'ANC, le parti anti-apartheid, même si certains partis d'opposition et autres Sud-africains lui reprochent d'être responsable de toute une série de scandales. Son second mandat doit s'achever en 2019. L'ANC est au pouvoir depuis la victoire de Nelson Mandela aux premières élections post-apartheid en 1994.

Nestor N'Gampoula

CONGO-TURQUIE

Signature d'un accord de prêt de plus de 197 mille euros

La République du Congo a signé ce 4 avril à Istanbul, avec la Banque turque de Crédit à l'exportation, Türk Eximbank, un accord de prêt d'un montant de 197 494 153 Euros.

Ce prêt financera la construction de la « Cité internationale d'Affaires de Brazzaville », qui est déjà largement entamée par la société turque de BTP dénommée, « SUMMA ».

L'accord de prêt a été signé pour le compte du Congo par le ministre de l'Économie, des Finances, du Budget et du Portefeuille Public, Gilbert Ondongo en visite officielle en Turquie, et Hayrettin Kaplan, Directeur Général de Türk EXIMBANK. Ce projet devient le nouveau fer de lance de la coopération turco-congolaise pour le développement économique du Congo.

La Rédaction

FOIRE INTERNATIONALE DES PME

Des entrepreneurs africains attendus en octobre en Chine

Plusieurs milliers d'entrepreneurs venant des cinq continents, dont pays africains, prendront part à la 13^{ème} édition de la Foire Internationale des PME de Chine qui aura lieu en octobre à Guangdong.

La Foire internationale des Petites et moyennes entreprises (PME) de Chine, selon les organisateurs, vise à renforcer la coopération et développer les échanges entre les Petites et moyennes entreprises (PME) des pays en développement et du monde entier. Lancé en 2004, cet événement annuel permet aux entrepreneurs venant de divers horizons « d'assister à des forums et des conférences, d'explorer des opportunités d'affaires et d'échanger des expériences ». Cette grand-messe de porteurs de projets de développement offre également aux gouvernements l'occasion de promouvoir le dé-

veloppement de leurs PME. Au cours des différentes expositions, le Gouvernement chinois publie les nouvelles mesures sur le développement des PME; le Comité d'organisation conjoint organise le Forum des PME et d'autres activités pour favoriser l'échange d'expériences sur le développement de ces entreprises, expliquent les organisateurs de la rencontre. Les gouvernements invités tiennent des activités telles que des séminaires de formation ou les services de financement. Les Ambassades accréditées en Chine et les Consultats généraux à Guangzhou y sont invités à prendre part au Forum sur les PME pour échanger sur les questions et difficultés liées au développement de ces PME dans leurs pays respectifs.

Dans ce contexte, une délégation des promoteurs de la Foire internationale s'est rendue en

Côte d'Ivoire pour sensibiliser les autorités ivoiriennes. Le directeur général du bureau des PME de Guangdong, Yao Dehong, a convaincu Abidjan sur la nécessité de participer à l'évènement en tant que pays co-organisateur. « La Côte d'Ivoire devait prendre part à la prochaine édition de cette Foire, vu l'engagement et l'implication du gouvernement ivoirien aux cotés des PME », le directeur général du bureau des PME de Guangdong, la région la plus peuplée de la Chine.

Lors de la dernière édition, plus de 500 PME étrangères y ont exposé devant des milliers de visiteurs. Des puissances économiques comme le Japon, la France, l'Italie, le Mexique..., ont contribué à la promotion de ce rendez-vous des investisseurs et porteurs de projets.

Fiacre Kombo

REPUBLIQUE DU CONGO
MINISTERE DE L'ECONOMIE FORESTIERE ET DU DEVELOPPEMENT
DURABLE
PROJET FORET ET DIVERSIFICATION ECONOMIQUE (PFDE)

Avis d'appel d'offres national N°: 001/MEFDD-CAB/PREDD/AON/F/2016 relatif à l'acquisition du mobilier de bureau au profit du Projet de Réduction des Emissions liées à la Déforestation et à la Dégradation des Forêts (PREDD):

« Confirmation de la date d'ouverture publique des offres »

Le Projet Forêt et Diversification Economique (PFDE), agent fiduciaire du Projet de Réduction des Emissions liées à la Déforestation et à la Dégradation des Forêts (PREDD), informe les candidats soumissionnaires à l'appel d'offre n° 001/MEFDD-CAB/PREDD/AON/F/2016, que l'ouverture publique des offres aura lieu le 05 Avril 2016 à 14 heures 15 minutes précises dans la salle de réunion du PREDD.

La date limite de remise des offres est fixée au 05 Avril 2016 à 14 heures précises, heure de Brazzaville.

Fait à Brazzaville, le 30 MARS 2016

Le Coordonnateur du PFDE


Joachim KONDI



REPUBLIQUE DU CONGO
Unité - Travail - Progrès
Parc National d'Odzala-Kokoua
Unité de Gestion
BP 62, Brazzaville
E-mail: secretariatfok@gmail.com
Tél: 05 615-30-18
www.african-parks.org

Le Parc National d'Odzala-Kokoua a l'honneur d'annoncer l'appel à candidature pour le recrutement d'un Chef de Service Génie Rural.

Responsabilité: Assurer la gestion d'une équipe de plus de 20 personnes; responsabilité du développement du parc en respectant les normes environnementales congolaises (construction de base vie); gestion du parc en absence de la direction; gestion des opérations de logistique; gestion d'un parc automobile étendu (voiture, camion, tractopelle, pirogue); coordination avec des départements aussi divers que lutte anti-braconnage, recherche et monitoring et développement communautaire; Formation requise: PhD en biologie/zoologie ou Ingénieur des travaux de développement rural. Maitrise du système géographique ArcGIS.

Expérience souhaitable: 5 années d'expériences de gestion comme chef de projet de conservation si possible dans une organisation de conservation internationale ou 5 ans d'expérience comme chef de service développement rural/logistique dans une société de construction avec un intérêt certain pour la conservation; planification stratégique de projet; développement du plan de gestion de projet; développement de partenariat entre le secteur privé et public.

Autres requis: Connaissance du Français et de l'Anglais (parle et écrit) indispensable. Expérience de rapports financiers en devises multiples et de commande internationale de matériel. Expérience de lutte anti-braconnage avantageuse.

Lieu de travail: QG du PNOK a Mbomo (Cuvette Ouest); Contrat à durée indéterminée Application (CV et lettre de motivation) à envoyer à emploi.odzala@gmail.com. Clôture des candidatures le 15 Avril 2016.



Administrateurs: Constantin Mbessa, Gilles Desesquelles, Chris Marais, Bourges Djoni Djimbi, Sam Van, Léon Lamprecht, Aurelien Mehoungal, Pacifique Ibafo, Kamga Kamdem

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

du LUNDI
au VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES

PEINTURES

CÉRAMIQUES

MUSIQUES

Musée Congo

du Bassin du



L'art dans sa **Généralité,**
de la **Tradition**
à la **Modernité**

Situé sur 84 Boulevard Denis Sassou N'Guesso
immeuble les manguiers (Mpila)
dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

DÉVELOPPEMENT

L'alimentation scolaire, un défi pour l'Afrique

Sous l'impulsion de la Commission de l'Union africaine (CUA) de concert avec les Etats membres et les partenaires au développement, l'Afrique a célébré récemment à Niamey, au Niger, le lancement de la 1ère édition de la Journée africaine consacrée à l'alimentation scolaire (JAAS).

L'intitulé du thème était : « *L'alimentation scolaire liée à la production locale, vecteur de développement durable en Afrique* ». Il s'agit de reconnaître la valeur de l'alimentation scolaire liée à la production locale pour maintenir davantage les enfants à l'école et améliorer leur performance scolaire, et stimuler la production de revenus et l'entrepreneuriat dans les collectivités locales.

1% des budgets nationaux pour étendre les cantines scolaires en Afrique centrale et de l'Ouest. Les ministres de l'Education des pays francophones d'Afrique centrale et de l'Ouest se sont engagés, à œuvrer pour consacrer 1% des budgets nationaux à l'alimentation scolaire avec le soutien du Programme alimentaire mondial (PAM), lors de la

16ème édition du Forum mondial pour l'enfance et la nutrition à Johannesburg en Afrique du Sud.

Aujourd'hui seulement 15% des enfants en âge scolaire des 19 pays concernés bénéficient de l'alimentation scolaire. Or, les cantines doivent servir d'élément essentiel pour un paquet intégré d'activités, incluant les interventions en matière de santé, nutrition et protection de l'enfant et une plateforme pour la mise en œuvre d'un programme de développement communautaire.

La nutrition, un facteur déterminant pour transformer l'enfant africain

Selon une étude sur le coût de la faim, la nutrition des enfants peut constituer un facteur déterminant dans la réalisation de l'agenda visant à transformer l'Afrique. En tant que l'une des rampes de lancement de l'Agenda 2063, la JAAS doit être vue comme une opportunité visant à prévenir le taux élevé de décrochages scolaires, idée bien développée dans la Stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique, indiquent les experts.

Afin de promouvoir des habitudes alimentaires saines pour

toute la vie, d'autres éléments au-delà de la portée des programmes de repas scolaires et de la demande structurée pour l'agriculture familiale devront être pris en compte. Pour aider les gouvernements à atteindre ces objectifs, la FAO a mis en place des cadres politiques et réglementaires relatifs à l'alimentation scolaire et la nutrition qui intègrent et renforcent mutuellement les composantes des repas scolaires: fourniture des menus sains ; priorité aux aliments provenant de l'agriculture familiale; éducation et formation alimentaire et nutritionnelle; jardins scolaires; environnement favorable à la nutrition et la santé.

Mais de nombreuses autres activités liées à l'alimentation scolaire et la nutrition affectant le développement des enfants, particulièrement du point de vue de la santé, doivent être remarquées, poursuivent les experts, notamment l'éducation à la santé, le déparasitage, le suivi de l'état de santé et l'état nutritionnel, l'exercice et la récréation, ainsi que d'autres interventions touchant à la santé publique par exemple la prévention

de la malaria.

Evaluation des programmes de cantines scolaires au Sénégal

L'étude porte sur 120 écoles primaires en milieu rural, de 4 régions les plus pauvres du Sénégal, qui n'ont jamais été dotées de cantines scolaires à travers « une expérience randomisée ». Il s'agit des élèves allant du CP au CE2. De l'étude, on peut relever que la cantine impacte plus sur les compétences cognitives, sur les compétences en mémorisation et en raisonnement, et ont des effets externes positifs sur l'apport alimentaire.

Au regard des résultats, « *la généralisation des cantines scolaires peut être un moyen efficace d'accélération des progrès vers une éducation de qualité pour tous* ».

Cameroun: un modèle multi-sectoriel national en élaboration

L'alimentation doit être un droit fondamental au même titre que l'éducation ; elle prédispose à l'attention et conditionne l'apprentissage. C'est dans ce contexte que le ministère camerounais de l'Education de base a instruit l'élaboration d'une politique nationale de l'alimentation

scolaire. En amont, toutes les parties prenantes ont été identifiées, en vue d'une meilleure implémentation, une validation des différents axes stratégiques, les types d'investissement arrêtés et un plan d'actions proposé. Mais l'approvisionnement des cantines scolaires est un autre défi. On est convaincu ici que la nutrition de l'enfant en milieu scolaire va baisser le taux d'absentéisme et l'abandon précoce. Le Niger : un creuset en Afrique. Ce pays a mis en place un programme nutritionnel où les repas fournis aux écoliers sont fortifiés avec des micronutriments et des vitamines ; une production locale à travers les achats locaux de mil, sorgho ou haricot chez des petits producteurs. Ce qui permet de servir aux écoliers les aliments de leur propre milieu, d'améliorer les revenus des petits producteurs et de booster leur production. Le PAM prévoit d'assister plus de 2000 écoles rurales au Niger à l'horizon 2016. La question principale est la suivante : A quand la généralisation des cantines scolaires dans les écoles primaires en Afrique ?

Noël Ndong

Déclaration des Denisiens de Brazzaville Sud suite à l'élection du Président Denis SASSOU N'GUESSO

Les Denisiens de Brazzaville Sud se félicitent de la victoire éclatante du candidat Denis SASSOU N'GUESSO à l'élection présidentielle du 20 mars 2016 dès le premier tour, avec à la clé un pourcentage de 60,39% de suffrages exprimés. Cette victoire incontestable témoigne de l'attachement sans borne que voue le peuple congolais au Président Denis SASSOU N'GUESSO, l'apôtre de la paix et de l'unité nationale, nonobstant les revendications infondées et fantaisistes des membres de l'opposition qui prouvent à souhait qu'ils sont des mauvais perdants et des faux démocrates. En outre, les Denisiens voudraient attirer la très haute attention des hauts dirigeants de la République que depuis plus d'une décennie, le département du Pool est pris en otage par les ex ninjas Ntsiloulou qui pillent, violent, volent, raquentent, braquent, agressent et font intrusion dans tout processus électoral se déroulant dans le pays, par des menaces verbales et physiques sur les électeurs qui ne peuvent pas ainsi élire le candidat de leur choix. Cette situation dommageable à la paix ne saurait durer. L'Etat doit montrer sa force et imposer sa loi dans un département où les citoyens ont perdu ce qu'ils ont de plus précieux à savoir : la dignité et le libre choix de leurs dirigeants. Les Denisiens de Brazzaville Sud rendent un



hommage mérité à tous les congolais du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest qui ont fait preuve de patriotisme et de clairvoyance en plaçant avant tout le Congo au centre de leur priorité en votant utile.

Les Denisiens de Brazzaville Sud exhortent tous les citoyens épris de paix, de justice et d'équité à ne pas céder aux menaces et aux intimidations des ennemis de la paix et de la démocratie qui veulent déstabiliser notre beau pays le Congo.

Les Denisiens ne céderont pas ! Les Denisiens ne céderont pas ! Les Denisiens ne céderont pas !

C'est pourquoi, les Denisiens demandent aux autorités de bien vouloir prendre toute leur responsabilité pour garantir la sécurité et la paix sur toute l'étendue du territoire national.

Vive le Congo uni et prospère ;
Vive la Nouvelle République ;
Vive le Président Denis SASSOU N'GUESSO.

Fait à Brazzaville le 28 mars 2016

**La présidente
Yvette NTETANI**

PANAMA PAPERS

Un système d'évasion fiscale et financière démantelé

Un consortium international de journalistes d'investigation (Icij) a récupéré 11,5 millions de fichiers provenant d'un intermédiaire juridique situé au Panama, la société Mossak Fonseca, un spécialiste de la création de sociétés-écrans. Dénommé Panama Papers, c'est la plus grosse fuite d'information jamais réalisées. Les données concernent la période 1997-2015.

Dans la liste des personnes impliquées dans l'évasion fiscale via des sociétés off-shore, révélée par plusieurs médias internationaux dimanche sous le nom de «Panama Papers».

Les informations recueillies concernent des réseaux financiers impliquant 21 paradis fiscaux (Bahamas, Hong Kong, Singapour, Jersey, Nevada...) au service des clients dans 200 pays, l'utilisation de 14000 intermédiaires, avec un rôle clé des banques. On y trouve un nombre importants de dirigeants, dont 140 politiciens, parmi lesquels: 12 chefs d'Etat et de gouvernement, une grande partie politique française, une soixantaine de proches des dirigeants mondiaux, des hommes d'affaires, des industriels, des Fondations, des Trusts, des célébrités comme l'acteur Jackie Chan, les footballeurs Lionel

Messi ou Michel Platini.

Selon les données relevées par le journal Le Monde, qui promet des révélations durant la semaine, 1000 Français seraient épinglés. Le Président français, François Hollande, a remercié les lanceurs d'alerte, la mobilisation de la presse. Il a promis des procédures judiciaires. « Toutes les informations qui seront livrées donneront lieu à des enquêtes des services fiscaux et à des procédures judiciaires », a déclaré le président français.

Cette affaire justifie, sans doute, les demandes internationales visant à réclamer à chaque pays la mise à disposition de registres publics des sociétés créées, et souligne combien l'efficacité de la lutte contre les paradis fiscaux passe par la remise en cause des intermédiaires, professionnels du droit et du chiffre, qui offrent leurs services d'opacité financière.

Le Panama fait partie des derniers pays à refuser de participer aux efforts demandés par le G20 aux paradis fiscaux. Avec ses 350 000 sociétés écrans, le Panama arrive en troisième position dans ce business, derrière Hong Kong et les Îles britanniques.

Noël Ndong

LIBYE

La compagnie nationale de pétrole se rallie au gouvernement d'union

Alors qu'elle dépendait des autorités non reconnues par la communauté internationale contrôlant Tripoli la capitale depuis 2014, la Compagnie nationale libyenne de pétrole (NOC) a annoncé son ralliement au gouvernement d'union nationale.

« Nous travaillons avec le Premier ministre Fayez al-Sarraj et le conseil présidentiel pour dépasser nos divisions », a dit le PDG de la société, Mustafa Sanalla, dans un communiqué sur le site officiel de la compagnie. « Nous avons maintenant un cadre légal international pour travailler », a-t-il ajouté en référence au soutien de la communauté internationale au gouvernement de Fayez al-Sarraj.

Ce soutien annoncé de la NOC au gouvernement d'union nationale en Libye, constitue un nouveau revers pour les autorités non reconnues par la communauté internationale et basées à Tripoli. Il assène un nouveau coup au chef du gouvernement non reconnu, Khalifa al-Ghweil, qui refuse toujours de céder le pouvoir.

Avant de rejoindre le gouvernement d'union, la NOC, entreprise publique qui gère le secteur pétrolier et gazier en Libye, a toujours bénéficié de la reconnaissance de la communauté internationale même si elle dépendait des autorités non reconnues. Par contre, une autre branche de cette société dépendante des dirigeants de

l'Est, avait été mise en place dans la foulée des rivalités entre les autorités du pays plongé dans le chaos, depuis la fin du règne de Mouammar Kadhafi en 2011.

Mercredi dernier, l'actuel Premier ministre libyen, Fayez al-Sarraj, homme d'affaires et député de Tripoli, avait débarqué d'un navire militaire libyen dans la base navale de la capitale. Ce qui avait suscité la colère du gouvernement et du Parlement non reconnus, installés et liés à la coalition de milices de Fajr Libya, qui l'ont sommé de partir. Malgré cela, Fayez al-Sarraj a réussi à rallier des soutiens, dont celui de milices et des gardes des principales installations pétrolières du pays. C'est grâce aussi à tous ces soutiens qu'il tente d'installer son pouvoir à Tripoli.

Le ralliement de la NOC au gouvernement d'union permettra à coup sûr à la Libye qui dispose des réserves pétrolières les plus importantes d'Afrique de relancer son économie. Ces réserves pétrolières sont estimées à 48 milliards de barils. La production était estimée à 1,6 million barils/jour en 2011 mais a chuté d'un tiers depuis, en raison de l'anarchie. Cela s'explique en partie au fait que tirant profit du chaos politique, l'organisation djihadiste Etat islamique avait lancé à plusieurs reprises des attaques contre les principales villes pétrolières du pays.

Nestor N'Gampoula



LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente:



Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE
(africaine, française et italienne)

Des : Essais, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.



Un Espace culturel Pour vos Manifestations :
Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace
Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.



84 Boulevard Denis Sassou N'Goussou
Immeuble les manguiers (Mpila) Dépêche de Brazzaville

Ouvert tous les jours

DU LUNDI AU VENDREDI 9 h - 17 h
SAMEDI 9 h - 13 h



ANALYSE

Les Etats-Unis, l'Europe, face au Moyen-Orient et au terrorisme (2)

Dans son livre "Le Phoenix islamiste", l'auteure Loreta Napoléon estime que les causes de ce que nous voyons aujourd'hui remontent à l'acceptation de fait, par les pays arabes, de la création d'Israël comme puissance politique en terre musulmane au sein du territoire de l'ancien califat, ce qui est considéré par les salafistes djihadiques comme la pire des trahisons.

Ce que prétend le groupe terroriste "Etat islamique" est de créer un califat sous sa domination, égal à celui qui existait à l'époque de l'Empire Ottoman et composé des mêmes territoires que ceux qui constituaient cet empire à son apogée.

Le succès de l'EI provient du fait qu'à la différence des talibans et d'autres groupes terroristes, il montre une grande flexibilité vis à vis des personnes qui souhaitent le suivre et qu'il se charge d'assurer une forme de sécurité nationale. De plus l'EI utilise les ressources pétrolières dont il s'est accaparé pour reconstruire des infrastructures de base en son territoire, et pour améliorer les conditions de vie des populations qui le suivent. L'EI exerce, en fait, des fonctions similaires à celles qu'un Etat se doit d'entreprendre pour sa population.

Le groupe terroriste prétend s'établir en véritable Etat, et l'Occident peine à l'en empêcher ! Parmi ses moyens de survie l'EI utilise le terrorisme et c'est cela qui le rend illégitime à prétendre constituer un Etat. Qui plus est la manière dont l'EI a constitué son territoire est tout aussi illégitime.

Il est incompréhensible pour le monde que les Etats-Unis et leurs alliés traditionnels européens ne soient pas intervenus pour empêcher l'éclosion et la croissance de l'Etat Islamique, et qu'ils restent impuissants face au développement de la puissance cybernétique de l'Etat Islamique qui poursuit le recrutement de partisans, de combattants et de kamikazes à travers les réseaux de communication sociaux comme twitter et à l'aide de courriers électroniques. D'autre part, ce qui paraît également extravagant est que, dans les actions menées pour répondre aux actes de terrorisme, se confondent les principes des droits de l'homme, de la solidarité, de la démocratie, avec le désordre, l'incohérence, le défaut de décision et d'autorité qui caractérisent un manque de volonté politique.

Les questions sont par conséquent: où sont les Etats-Unis? Où est l'Europe?

S'il existait une véritable volonté et détermination politique pour combattre le terrorisme quelles que soient ses formes d'expression et ses origines, plusieurs de ces groupes seraient susceptibles d'être détruits.

Que faut-il attendre et que doit-il encore se passer pour que soit définie une politique claire et unanime, suivie d'une stratégie et d'un plan d'action concret et déterminé pour combattre ce fléau une fois pour toute, et que chacun joue le rôle et prenne les responsabilités qui lui reviennent ?

Ce qui est hélas certain c'est que de la même façon que l'intervention controversée des Etats Unis et de leurs alliés en Irak a fortement contribué au chaos et au désordre actuel tout en exacerbant le fondamentalisme religieux, aujourd'hui leur engagement équivoque a pour conséquence l'accroissement de l'anarchie au Moyen-Orient et la mondialisation du terrorisme.

L'anarchie qui prévaut dans la région est similaire à l'anarchie décrite par le philosophe Tomas Hobbes dans son œuvre « Le Léviathan » où il apparente l'anarchie à un « état de nature » dans lequel l'homme est un loup pour l'homme.

Autant la globalisation s'est accompagnée d'effets positifs, autant elle peut accentuer les inégalités sociales, la pauvreté, la marginalisation et les conflits, y compris le terrorisme.

Le monde est-il en voie de retourner à l'ère où l'homme était un loup pour l'homme ? Vivons-nous dès lors dans un monde d'antivauteurs ?

Clara Ines Chaves Romero

Ancienne diplomate au Congo. Professeur de relations internationales à l'Université Santo Tomas de Bogota (Colombie).

GUINÉE ÉQUATORIALE

Six candidats face au président Obiang

Le président sortant de Guinée équatoriale, Teodoro Obiang Nguema, au pouvoir depuis 1979, affrontera six candidats à l'élection présidentielle du 24 avril, en l'absence des principaux partis d'opposition.



Théodore Obiang Nguema, Photo AFP

Après la validation et proclamation de quatre candidats le 30 mars, la commission électorale nationale a validé trois autres candidatures, ce qui donne un total de sept candidats qui participeront au scrutin du 24 avril en

Guinée équatoriale. Il s'agit de Bonaventura Monsuy Asumu, du Parti de la coalition sociale démocrate (PCSD), Carmelo Mba Bakale de l'Action populaire de Guinée équatoriale (APGE), Avelino Mocache Mehenga de l'Union du Centre Droit (UCD), ainsi que trois candidats indépendants, leurs partis n'ayant pas été légalisés: Agustin Masoko Abegue, Benedicto Obiang Mangue et Tomas Mba Monabang. Le Front de l'opposition démocratique (FOD), coalition regroupant les principaux partis d'opposition en Guinée Equatoriale, a appelé le 23 mars à boycotter l'élection présidentielle, en

estimant que toutes les conditions étaient réunies pour des « fraudes ». Le FOD regroupe le principal parti d'opposition, Convergence pour la démocratie sociale (CPDS) ainsi que l'Union populaire (UP), la Force démocratique

républicaine (FDR) et le Mouvement pour l'autodétermination de l'île de Bioko.

« Le résultat est connu d'avance grâce aux multiples irrégularités et fraudes déjà préparées », a déclaré à l'AFP, Andres Esono, secrétaire général de la CPDS, seul parti d'opposition à disposer d'une représentation au Parlement avec un député et un sénateur, qui a déjà prévenu qu'il ne reconnaîtrait pas « le président issu de l'élection ». Une autre figure de l'opposition, Gabriel Nse Obiang Obono, du parti Ciudadanos por la innovacion (CI), qui a vu sa candidature invalidée, notamment parce qu'il n'a pas vécu cinq années consécutives dans le pays comme le stipule la Constitution, selon la Commission électorale. Doyen par la longévité au pouvoir des chefs d'Etat africains, M. Obiang Nguema, qui brigue un nouveau septennat à 73 ans, avait été réélu en 2009 avec 95,37% de voix. Initialement prévu en novembre, le scrutin a été avancé au 24 avril par décret présidentiel, sans explication officielle.

Avec Afp

Radisson BLU
M'BAMOU PALACE HOTEL
BRAZZAVILLE

TRU BLU TRU WEEKEND

DÎNEZ ET RÊVEZ À BRAZZAVILLE

Dîner au M'Bamou Larder
Nuitée en chambre standard
Petits déjeuners inclus

Pour deux personnes : 199.000 XAF

Offre valable en Avril 2016
En fonction des disponibilités de l'hôtel
Dîner hors boissons

RADISSON BLU M'BAMOU PALACE HOTEL
Avenue Amilcar Cabral Centre Ville, Brazzaville, République du Congo
T: +242 05 050 60 60 reservations.brazzaville@radissonblu.com
www.radissonblu.com/en/hotel-brazzaville

MUSIQUE

Brazzaville, première destination d'Akon Lighting Africa to

La star internationale du rhythm and blues, Akon, a donné le 3 avril, au complexe sportif de la concorde à Kintélé, dans la banlieue nord de Brazzaville, un méga concert couvrant la voie à une série qui l'a conduit dans tous les pays où la Fondation Akon Lighting Africa est présente

Le concert a été donné en compagnie des artistes nationaux et internationaux de renom comme P. Square, Niyo, Davido, Keri Hilson et bien d'autres. Le choix de la capitale congolaise a été justifié au cours d'une conférence de presse co-animée la veille du concert par le chanteur sénégal-américain, Akon de son vrai nom Alioune Badara Thiam et Bathely Samba ainsi que d'autres partenaires qui les accompagnent dans cette aventure. « *Le Congo est le premier pays parce qu'il a du potentiel, c'est une plateforme incontournable dans la sous-région d'Afrique centrale* », a précisé Akon.

L'objectif du concert étant de faire une communion avec la jeunesse ; véhiculer et conscientiser sur le phénomène de la pauvreté énergétique. Il vise également à sensibiliser les jeunes à être dans l'action, à travers la musique, vulgariser l'énergie et l'emploi-jeune. Selon le cofondateur et directeur financier d'Akon Lighting Africa, Bathely Samba la jeunesse se reconnaît d'abord dans la musique. Il y a quelques temps, a-t-il rappelé, la musique a servi de canal pour faire passer des messages pour sensibiliser contre le Sida. « *Nous nous sommes dit aussi que la musique aujourd'hui peut être un vecteur pour sensibiliser*



Les conférenciers

non seulement cette jeunesse à prendre conscience de la pauvreté énergétique, elle peut aujourd'hui jouer sur tout le reste du développement, c'est-à-dire l'éducation, la santé », a indiqué l'entrepreneur malien.

Mary J. Blidge, grande absente

Invitée spéciale au concert de Kintélé, la chanteuse, auteure-compositrice et productrice de musique américaine de RnB, très influencée par les musiques soul, rap et gospel, n'a pas effectué le déplacement de Brazzaville. Contrairement à ce qui est annoncé dans les réseaux sociaux, a rappelé Akon, Mary J. Blidge a été confrontée à un problème de transport. « *Elle m'a demandé de vous présenter des excuses parce qu'elle a voulu bien être avec vous, mais elle n'a pas pu. Nous allons pouvoir organiser un autre concert prochainement au Congo avec Mary J. Blidge* », a promis Akon, rappelant que son initiative n'a rien avoir avec la politique.

Promouvoir le projet d'électrification de l'Afrique

Lancé en 2014, Akon Lighting Africa est un projet titanesque

visant à sensibiliser et développer l'utilisation de solutions solaires innovantes, afin de fournir un accès à une électricité propre à des villages à travers toute l'Afrique. À ce jour, les résultats comprennent le développement de solutions solaires telles que l'installation de lampadaires et de kits domestiques ou communautaires dans 15 pays africains. Avec un financement d'un milliard de dollars, il prévoit d'électrifier plusieurs millions de foyers dans 40 pays d'ici 2020. Déjà 100 000 lampadaires et 102 000 kits solaires domestiques installés dans 480 localités et 14 pays du continent.

« *Akon Lighting Africa, c'est des centaines de millions de dollars de projets réalisés en Afrique, avec des impacts sur la jeunesse, c'est plus de 5 000 emplois des jeunes* », a indiqué Bathely Samba qui a signé un accord de partenariat avec la Fondation perspectives d'avenir de Denis Christel Sassou N'Guesso, en février dernier, pour l'électrification d'une université qui sera construite à Oyo, dans la Cuvette.

Parfait Wilfried Douniama

LITTÉRATURE

Florent Sogni Zaou signe « La Noisette de la cité insipide »

Paru le 1er avril, cet ouvrage de 202 pages, cinquième publication de Florent Sogni Zaou et son troisième roman, relate une histoire fantastique. Il est disponible chez les libraires.

Dans « *La Noisette de la cité insipide* », l'auteur parle de l'histoire d'une jeune femme, Denise Bilongo, venue de Mpoutouville (l'Europe) pour rendre visite à ses parents. Elle est victime du vol de ses papiers d'identité et de voyage dès qu'elle sort de l'aéroport. Son père Tolola Mpangou qui se donne pour mission de l'aider à les retrouver meurt des suites d'une poussée hypertensive.

Déshéritée par un membre de la famille paternelle, elle est hébergée, en compagnie de sa mère, par le chef du quartier. Mais sa mère, Mâ Julienne Yala, meurt aussi quelques mois plus tard. Le chef du quartier qui ne contrôle plus ses envies sexuelles la chasse sans pitié pour avoir refusé ses avances. Elle trouve une tente dans un camp de réfugiés. Les pouvoirs publics détruisent le camp cinq mois après son arrivée. Elle se retrouve de nouveau dans la rue avec toutes ses tracasseries. Notons que la parution de « *La Noisette de la cité insipide* » intervient juste après « *Vumuk ! ma part de souffle* » qui est un recueil de poèmes. Vumuk signifie en vili (une langue vernaculaire du Congo) respi-



Florent Sogni Zaou

rer. Mais lorsqu'il prend le sens des grands débats, Vumuk signifie : exprime-toi, dis ta part de vérité. À travers cet ouvrage, Florent Sogni Zaou a voulu apporter sa petite pierre au travail que fait l'Unesco dans la célébration des langues maternelles. Journaliste écrivain du Congo Brazzaville, Florent Sogni Zaou, est dans le monde de la communication depuis 1992. Il exerce à l'Agence congolaise d'information. DPI-1998 des Nations unies et ancien consultant en communication au Bureau de la Banque mondiale à Brazzaville.

Bruno Okokana

CONGO

Paris appelle à la «retenue», demande à ses ressortissants de rester chez eux

La France, «préoccupée» par les violences survenues dans la nuit à Brazzaville, a appelé lundi à la «retenue» et adressé des consignes de sécurité à ses ressortissants sur place, invités à rester chez eux.

Des combats ont opposé des membres des forces de l'ordre congolaises dans le sud de Brazzaville à des assaillants non identifiés dans la nuit de dimanche à lundi et un commissariat a été incendié.

«*Nous sommes préoccupés par les événements violents qui ont eu lieu cette nuit dans certains quartiers de Brazzaville*», a déclaré le porte-parole du Quai d'Orsay Romain Nadal, en appelant à «la retenue».

«*Notre ambassade a immédiatement adressé des consignes de sécurité et des appels à la prudence à nos ressortissants sur place, qui ont été invités à rester chez eux. Le lycée français est fermé aujourd'hui*», a-t-il ajouté.

Les violences surviennent alors que la Cour constitutionnelle congolaise est en train d'étudier, en vue de leur validation définitive, les résultats de la présidentielle du 20 mars, lors de laquelle, selon les autorités, le président Denis Sassou N'Guesso, qui cumule 32 ans de pouvoir au Congo, a été réélu pour cinq ans dès le premier tour avec plus de 60% des voix.

Rejetant ces résultats comme une «forfaiture», cinq candidats d'opposition ont appelé la population à les contester par des voies légales et pacifiques.

Paris a dénoncé le «contexte préoccupant» dans lequel s'est déroulée cette élection, les autorités ayant coupé tous les moyens de communication, mais ne s'est pas exprimé sur la validité du scrutin. Par ailleurs, le Festival international du livre et des arts francophones, prévu du 04 au 09 avril 2016, à l'Institut français du Congo (IFC) sur le thème « (Ré) Ecrire et (Ré) Enchanter le Réel » a été annulé.

AFP

FESTIVAL INTERNATIONAL BRAZZA VILLE DE L'AMITIÉ

La première édition est prévue du 28 au 30 juillet

Le président de l'Amical des jeunes citoyens congolais (Amijec), directeur général du Festival international Brazza ville de l'amitié (Festibrava), Cleaud Rosdieu Ntetélé, et son adjoint Alban Youmbah, l'ont annoncé le 1er avril au cours d'un point de presse donné à l'Institut français du Congo (IFC), ex-CCF



Les deux conférenciers./crédit photo Adiac

Rendez-vous des arts, sports, loisirs, cirque et autres formes d'animations urbaines, Festibrava sera organisé du 28 au 30 juillet prochain à Brazzaville dans le cadre de la célébration de la Journée internationale de l'amitié. Placées sous le parrainage de l'artiste rappeur Kaysee Montejano, d'origine congolaise, qui fait la pluie et le beau-temps du rap béninois, ces festivités se dérouleront au Square de Gaulle, à l'esplanade de la mairie de Mfilou (7e arrondissement) et l'IFC.

Les festivaliers auront, pendant trois jours, des manifestations liées au thème de l'évènement

: « *Une jeunesse réunie autour des activités culturelles, sportives et autres pour éradiquer la violence* ». « *Ce festival donnera un nouveau visage au Congo car sa ville capitale, Brazzaville, sera aux couleurs de l'amitié à travers une population qui se verra sensibiliser à promouvoir la compréhension internationale et le respect de la diversité* », espèrent-ils.

Cleaud Rosdieu Ntetélé et Alban Youmbah envisagent également de faire de Festibrava un rendez-vous annuel où il ne sera pas question de parler de la politique.

Parfait Wilfried Douniama

SANTÉ

Le projet de loi portant création de l'ordre national des chirurgiens-dentistes présenté au Sénat

Le ministre de la Santé publique, le Dr Félix Kabange Numbi, a présenté le 4 avril au Sénat le projet de loi portant création de l'ordre des chirurgiens-dentistes en RDC. Il a plaidé pour que les élus puissent l'adopter pour pouvoir réglementer cette profession.

Ce projet de loi comprend quatre-vingt-sept articles, répartis en cinq titres. Le titre I est relatif à la création, à la définition des concepts, aux missions de l'ordre national des chirurgiens-dentistes et à l'inscription. Le titre II décrit l'organisation de l'ordre et son fonctionnement. Quant au titre III, il est consacré aux normes de la déontologie des chirurgiens-dentistes, les droits et devoirs envers les malades, envers la collectivité et envers les confrères et les incompatibilités. Le titre IV renvoie à la discipline et aux sanctions. Le titre V organise, par trois dispositions transitoires, le passage de la situation actuelle des chirurgiens-dentistes à l'exercice après l'adoption de la loi. Pour le ministre de la Santé publique, l'exercice de la profession du chirurgien-dentiste exige que le personnel ait une formation académique adéquate et réponde aux principes de moralité, de probité et de dévouement. Par conséquent, il faut l'observance



Le ministre de la Santé défendant au sénat le projet de loi portant création de l'ordre des chirurgiens dentistes (Ph. Junior Bonyoma)

des obligations professionnelles au-delà des règles édictées par la déontologie médico-dentaire. Cependant, fait-il remarquer, « sans un ordre national des chirurgiens dentistes, il est pratiquement difficile de maintenir ces principes indispensables à l'exercice de la médecine dentaire et d'exiger l'observance des règles déontologiques à tous ceux qui œuvrent dans ce domaine ».

Pour le Dr Félix Kabange Numbi, à ce jour, seuls les ordres des médecins et des pharmaciens sont organisés en RDC. « Les chirurgiens-dentistes dont le nombre s'élève à 800 restent regroupés en simple association sans but lucratif sans pouvoir légal d'imposer tel comportement ou de l'interdire », fait-il savoir tout en indiquant que la création de l'ordre national des

chirurgiens-dentistes est dictée par plusieurs raisons majeures, notamment le maintien des principes de moralité, de probité et de dévouement indispensables à l'exercice de la médecine dentaire; de l'observance par tous les membres de ce corps des obligations professionnelles ainsi que des règles édictées par le code de déontologie médico-dentaire ; de la protection de la population

contre le charlatanisme en vue de lui assurer les soins bucco-dentaires de qualité et participer efficacement à la lutte contre les maladies transmissibles telles que le sida; la charge d'exercer le pouvoir disciplinaire sur les membres et la limitation à la pratique de la médecine dentaire aux personnes qualifiées.

En outre, souligne le Dr Félix Kabange Numbi, l'augmentation du nombre de chirurgiens-dentistes oblige actuellement les pouvoirs publics à les organiser en ordre, conformément à l'article 202, point 360 de la Constitution de la RDC qui renseigne que la législation sur l'admission aux professions médicales et aux autres professions et activités est de compétence exclusive du pouvoir central. En accomplissant cette exigence constitutionnelle, poursuit-il, le projet que je soumetts à la sagesse de votre chambre permettra, une fois adopté définitivement en loi, de mieux contrôler la profession, tel que recommandé par l'OMS et l'OIT. Après avoir répondu sur le champ aux questions des sénateurs, le ministre de la Santé leur a demandé d'adopter ce projet de loi. Ce projet a été envoyé à la commission socio-culturelle de la chambre haute pour examen.

Aline Nzuzi

ENVIRONNEMENT

Un plaidoyer pour la protection des grands singes et des gorilles de Grauer

L'action s'est fondée sur une étude réalisée par Wildlife Conservation Society (WCS) et Fauna & Flora international (FFI), en collaboration avec l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN), qui a documenté un déclin alarmant de la population d'une sous-espèce de gorilles endémique à l'est de la RDC pendant vingt ans d'instabilité civile dans le pays, causée par une combinaison de facteurs dont la chasse illégale, l'instabilité civile et la perte d'habitat due à l'exploitation minière.

Une journée d'information et de sensibilisation sur le statut des gorilles de Grauer et des chimpanzés de l'est de la RDC a été tenue, le 4 avril 2016 à Béatrice Hôtel, à Gombe. Cette activité organisée par le ministère de l'Environnement, Conservation de la nature et Développement durable, en collaboration avec Wildlife Conservation Society (WCS) visait, selon le directeur national de la WCS-RDC, Richard Tshombe Key, à présenter les résultats des inventaires des grands singes et des gorilles de Grauer en particulier, à développer une feuille de route pour assurer la protection des gorilles de Grauer et à mettre en place une unité de suivi des mesures adoptées.

Cet atelier a constitué une alerte lancée en direction des différentes parties prenantes en vue de renforcer la protection des gorilles. Il a donc appelé en une

synergie d'actions pour atteindre les objectifs visés. C'était une réflexion, comme l'avait souligné le directeur chef de département technique et scientifique au sein de l'ICCN, Jean-Jacques Mapilanga wa Tsaramu, où toutes les parties prenantes étaient appelées à regarder dans le même sens et converger les efforts pour la conservation des ressources naturelles en vue du développement durable tant souhaité par tous. «Cependant, la survie des gorilles de Grauer exige beaucoup plus. Nous avons tous besoin d'agir avec plus de détermination et plus d'innovation pour trouver des solutions qui profitent à la population de l'est de la RDC et conserver la biodiversité du pays», a souligné la représentante de l'ambassade des USA en RDC, Perlita Muiruri.

Une diminution de 77 % en 20 ans Selon cette étude présentée, qui

appelle à classer le gorille menacé dans la catégorie « En danger critique d'extinction », le nombre de gorilles de Grauer, le plus grand primate au monde, a chuté de 77 % au cours des deux dernières décennies. La population de ces primates, la sous-espèce de gorille la plus grande au monde et pesant jusqu'à 180 kilos, est passée de 17 000 individus en 1995 à seulement 3 800, à ce jour. Ce déclin des gorilles de Grauer, a-t-on souligné, remonte au génocide rwandais de 1994, qui a forcé certains de milliers de réfugiés à fuir en RDC, présence qui a été à la base de la guerre civile congolaise en 1996, qui a continué jusqu'en 2003, avec des conséquences dévastatrices, dont cinq millions de morts. Mais au-delà de la tragédie humaine, est-il admis, la guerre a aussi eu de lourdes conséquences sur les espèces sauvages de la RDC à cause de l'insécurité, de l'augmentation du commerce illégal de viande de brousse et de l'accroissement de la déforestation.

Il faut agir maintenant

Dans son mot, le ministre chargé de l'Environnement, Robert Bo-

polo Mbongeza, a, pour sa part, salué l'action des acteurs de la conservation de la nature, qui ne cessent d'attirer l'attention des décideurs politiques sur les risques d'extinction qui pèsent sur certaines espèces phares de la RDC et, partant, sur les écosystèmes qui les abritent. « Durant les dix dernières années, ces menaces et leurs implications pour le bien-être de nos populations se sont davantage précisées appelant de notre part non seulement plus d'attention mais aussi plus d'actions et des actions qui soient capables de contrer les menaces sus-évoquées », a-t-il avoué.

Pour freiner ce déclin de la population de ces grands primates et inverser sa courbe, l'ICCN, la WCS, la FFI et d'autres partenaires en appellent à des actions concrètes. Il s'agit notamment de la légalisation des limites de la Réserve naturelle d'Itombwe et celles de la Réserve des gorilles de Punia, la lutte contre l'exploitation minière dans les aires protégées et la recherche d'établissement légal des coopératives d'explo-

tation minière artisanale dans les zones proches des habitats des gorilles, le désarmement des groupes de milices qui opèrent dans la région. Ils ont également recommandé la pression sur les fabricants de téléphones mobiles et autres pour assurer que les minerais qui viennent de cette région soient achetés dans des sites miniers où il n'y a pas de chasse de viande de brousse et qui sont sans conflit, d'appuyer le personnel des parcs, les éco-gardes et les communautés locales pour qu'ils protègent les gorilles et leur habitat et de trouver des alternatives à l'exploitation minière pour les communautés locales.

Après ces travaux, une conférence de presse a été conjointement tenue par le représentant du directeur de l'ICCN, Jean-Jacques Mapilanga wa Tsaramu, le directeur national de la WCS-RDC, Richard Tshombe Key, et Team leader Carpe/Usaid, Alastair McNeilage, qui a permis d'insister sur les actions à mener en vue de bloquer le déclin du nombre de la population de ces grands singes et de changer la courbe.

Lucien Dianzenza

FOOTBALL

Le week-end des RD-Congolais en Europe

Certains Congolais de souche se sont illustrés dans leurs clubs respectifs au cours du week-end dans les championnats nationaux en Europe. Quelques internationaux sont restés sur le banc des remplaçants ou n'ont pas figuré sur les feuilles de match.

En Angleterre, l'on signale d'emblée le superbe but de Dieumerci Mbohani qui a activement participé à la victoire de Norwich City face à Newcastle (3-2). L'ancien joueur de Dynamo Kiev -qui a récemment échappé à l'attentat terroriste de l'aéroport de Zaventem en Bruxelles- bénéficie de la confiance de son coach, Alex Neil. Ayant débuté sur le banc, il est de plus en plus titularisé alors que la saison tire vers la fin. L'on note que son compatriote et coéquipier, Yousouf Mulumbu est resté sur le banc au cours de cette partie, lui qui n'a fait que sept apparitions chez les Canaries. Du côté de Newcastle, Chancel Mbemba -qui a pris part à la double victoire des Léopards de la RDC face aux Palancas Negras d'Angola aux éliminatoires de la CAN 2017- a tenu sa place dans la défense des Magpies. Notons aussi que Yannick Bolasie a été titulaire au cours du match nul obtenu par son club Crystal Palace face à Westham. Le Congolais vient d'être désigné meilleur joueur de son club pour le mois de mars.

Espagne, Cédric Bakambu a débuté sur le banc lors de la victoire de Villarreal en déplacement à Eibar. Mais il est monté à la 66e minute, à la place d'Adrian alors que Villarreal menait par deux buts à un. En Turquie, l'attaquant Jérémy Bokila a été l'unique buteur de son équipe, Eskisehirspor face à l'ogre Galatasary. Eskisehirspor l'a donc emporté par quatre buts à trois. Le club occupe la seizième



Dieumerci Mbohani de Norwich City en duel avec son compatriote Chancel Mbemba de Newcastle en Angleterre

position, en lutte pour le maintien. Son compatriote, Cédric Mongongu n'a pas joué.

En Belgique, Hervé Kage a joué tout le match dans les rangs de Coutrai contre Mouscron Peruwelz (0-0), et Dieumerci Ndongala et le gardien de but Parfait Mandanda n'étaient pas

sur la feuille de match lors de la défaite de Charleroi face à Lokeren.

En France, Chris Mavinga n'était pas sur la feuille de match lors de la défaite de Troyes sur sa pelouse d'Angers. Omenuke Mfulu était sur le banc lors de la défaite de Reims sur le terrain de Rennes (1-3). John Tshi-

bumbu a été absent sur la feuille du match lors de la défaite à domicile du Gazelec Ajaccio face à Saint-Étienne (0-2). Marcel Tisserand a été titulaire lors de la victoire de Toulouse sur Caen (2-0). Et Jordan Nkololo est resté sur le banc du côté Canais. Hervin Ongenda a été titularisé par

Laurent Blanc lors de la victoire du Paris-Saint-Germain face à Nice (4-1) alors que le jeune français de souche congolaise Christopher Nkunku a été sur le banc des remplaçants parisiens alors que Presnel Kimpembe ne figurait pas sur la feuille de match.

Martin Enjimo

MILITARISATION DE L'EX-KATANGA

Plus de peur que de mal

Plusieurs engins de combat et des troupes sont de plus en plus déployés dans l'ex-province du Katanga et particulièrement dans la ville cuprifère de Lubumbashi en ce moment où le pays s'approche de la fin du second et dernier mandat du chef de l'État.

La psychose est montée d'un cran dans la ville de Lubumbashi ces derniers temps depuis l'arrivée de plusieurs hommes de troupe accompagnés d'un armement lourd dont des chars d'assaut. Des sources sur place font état d'une forte militarisation de l'ex-province du Katanga qui est allée crescendo depuis l'exclusion en septembre 2015 des partis du G7 de la majorité présidentielle. La tendance a été maintenue au grand désarroi de la population qui redoute le pire du fait de la présence visible des hommes en armes sillonnant les artères de la ville. Près de 2000 militaires seraient, en effet, venus renforcer les effectifs déjà sur place. Les mêmes sources locales signalent la présence à la gare ferroviaire de la ville de dix-huit de ces fameux chars d'assaut. Ceux-ci, venus de Kinshasa, auraient transité par le port d'Ilebo avant d'être expédiés au Katanga par voie ferrée à bord des wagons de la SNCC. Ce déploiement des forces militaires dans la ville cuprifère intervient au lendemain du plébiscite de l'ex-gouverneur Moïse Katumbi par ses partenaires du G7 comme candidat-président de la

République et à quelques mois de la fin du dernier mandat de Joseph Kabila prévue pour le 20 décembre 2016. D'aucuns dans la ville n'hésitent pas de spéculer sur cette situation qui, selon certains, témoigne de la volonté du pouvoir à restreindre encore davantage les libertés et à réprimer les manifestations que l'opposition pourrait envisager d'organiser à Lubumbashi. Au niveau du gouvernement, on se veut plutôt rassurant. Il n'y a pas lieu de s'alarmer sur cette présence militaire, indique-t-on. « C'est normal qu'un gouvernement équipe son armée et qu'il envoie des militaires se familiariser avec le nouvel armement », a réagi son porte-parole Lambert Mende Omalanga. Il a déclaré ne pas comprendre pourquoi et comment du matériel de combat destiné à la défense du pays devrait susciter l'émoi au sein de la population. Pour sa part, Moïse Katumbi a déclaré que c'est plutôt vers l'est du pays que le matériel de guerre devrait être dirigé pour faire face à l'insécurité qui y règne, la province du Katanga dans son ensemble étant, selon lui, en paix

A.D.

ENJEU DE L'HEURE

Le consensus autour du dialogue se fait toujours attendre

Le facilitateur envoyé par l'Union africaine, le togolais Edem Kodjo, peine encore à rallier un grand nombre d'acteurs politiques et de la société civile autour du concept du dialogue perçu difficilement selon les tendances.

Depuis que le chef de l'État a convoqué solennellement, en novembre 2015, le dialogue national, le processus tarde à atteindre sa vitesse de croisière. Et pourtant, d'aucuns avaient espéré qu'avec l'arrivée du facilitateur de l'Union africaine Edem Kodjo, ce dernier allait donner un coup d'accélérateur au processus, mais il n'en n'est rien. Apparemment, la rencontre de Bruxelles avec Étienne Tshisekedi resté figé dans sa perception de tout ramener à l'accord-cadre d'Addis-Abeba tout en refusant d'adhérer au schéma qui lui est présenté, avait visiblement refroidi les ardeurs de l'ancien premier ministre togolais.

Devenu aphone depuis cette entrevue, alors qu'il attendait beaucoup

de l'adhésion d'Étienne Tshisekedi à la démarche, Edem Kodjo éprouve des sérieuses difficultés à concilier les points de vue dans une classe politique congolaise qu'il a du mal à maîtriser. Et pourtant, c'est sur lui que reposent les espoirs de tout un peuple, étant entendu que du succès de sa facilitation dépendra la suite du processus. Mais à l'heure qu'il est, on est encore loin du compte, une frange importante de l'opposition ayant carrément refusé de s'embarquer dans cette logique du dialogue qu'elle considère comme une astuce visant à consacrer le glissement du mandat de Joseph Kabila à la tête du pays. Alors qu'une certaine opinion tend à mettre une croix sur le dialogue devenu de plus en plus hypothétique au regard des attermoissements qui le sous-tendent, à la majorité présidentielle, on continue de croire en sa tenue.

Il est et demeure toujours nécessaire et d'actualité, même s'il tarde à venir, se convainc-t-on dans le sésail présidentiel. « Pour que le

dialogue commence, il faudrait que M. Edem Kodjo présente au président de la République un rapport qui constate le consensus autour du dialogue et alors, le président de la République sera amené, de ce fait, à prendre une ordonnance désignant les membres du comité préparatoire ; et ce sont eux qui le fixeront sur les modalités pratiques réelles comme la date, le lieu, etc », a récemment déclaré le porte-parole de la majorité présidentielle, Alain Atundu, au cours d'une rencontre avec la presse.

Selon lui, il faudra attendre parce que le facilitateur envoyé par l'Union africaine n'a pas encore fini son travail. Ceci pour dire que la tenue du dialogue reste tributaire des démarches que mène actuellement Edem Kodjo visant à rallier un nombre important d'acteurs politiques et de la société civile autour du dialogue présenté comme la voie obligée susceptible de sortir le pays de l'impasse politique actuelle.

Alain Diasso

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Le rôle des maraîchers peine à être reconnu

Dans la capitale économique, les maraîchers sont au cœur des efforts déployés dans la production agricole. Chaque jour, ils produisent en quantité des denrées alimentaires destinées à la consommation des ménages et à la vente dans les différents marchés de la ville.

Le réseau hydrographique de Pointe-Noire est très dense, il n'est pas rare de voir des petits cours d'eau secondaires dans chaque arrondissement. Cet avantage environnemental a beaucoup contribué à la pratique de l'agriculture maraîchère dans la ville. L'agriculture maraîchère constitue une activité très ancienne à Pointe-Noire. Aujourd'hui, grâce à la demande et à la diversité des

dire, les maraîchers éprouvent beaucoup de difficultés à développer leur culture, parmi ces difficultés figurent entre autres le manque de terre pour augmenter leur production, le manque de matériels modernes, d'encadrement, d'assistance technique et de financement. Blandine Ngongo est une femme au foyer qui s'est lancée dans l'agriculture maraîchère. Elle cultive essentiellement de légumes et dit avoir rencontré beaucoup de problèmes pour développer son activité. « *les maraîchers jouent un rôle économique, social et environnemental important, mais ce rôle peine à être reconnu au niveau des politiques* », a-t-elle dit. Rappelons qu'à Pointe-Noire, de nombreuses personnes, no-



Sillons de légumes et de ciboules Crédit photo DR»

produits, les maraîchers sont devenus des vrais partisans dans la lutte contre l'insécurité alimentaire. Malheureusement, ils continuent à jouer un rôle de second plan, ils attirent très peu d'attention et ne bénéficient quasiment d'aucune aide des structures agricoles ou des autorités locales. Pour tout

tamment les femmes, vivent de la production et du commerce des produits issus de l'agriculture maraîchère. Pour bon nombre de personnes, cette activité devrait avoir une place plus confortable dans la société afin d'assurer pour autant la sécurité alimentaire.

Hugues Prosper Mabonzo

PREMIÈRE ÉDITION DU MOKÉ FILM

Lancement des inscriptions ce 5 avril

L'appel à candidature pour la sélection en vue de participer à la première édition du festival du film nommé Moké film commence ce mardi. L'événement organisé par la fondation Ba Sango se tiendra du 2 au 6 août dans la ville océane. Et les intéressés peuvent s'inscrire jusqu'au 31 juin prochain.

C'est la salle du Royal Cinéma qui abritera ce festival ouvert aux réalisateurs congolais, africains et d'ailleurs. L'événement concerne les films courts (fictions, documentaires, animations ou clips vidéo), n'excédant pas 30 minutes, dialogués ou muets et réalisés après le 31 janvier 2014. Ceux-ci doivent être en français, anglais ou en langue originale sous-titrés en français. Le festival donne la possibilité aux intéressés de présenter plusieurs films dont un seul sera retenu. La sélection se fera exclusivement sur support USB ou un lien vers la page du film. La fondation Ba Sango entend pour cette première édition : réunir les professionnels de l'audiovisuel de la région et faciliter le développement de projets en commun et d'échanges d'informations sur des sujets d'actualité; identifier la richesse des productions nationales et internationales qui traitent de l'Afrique en les mettant en compétition afin de valoriser les meilleures réalisations et faciliter leurs ventes sur le marché national et international ; créer un marché entre les producteurs du continent et les acheteurs mondiaux de télévision.

Selon Wilfrid Massamba, directeur du Moké film, ce festival propose un panorama des films d'Afrique et



d'ailleurs à travers le court métrage. Sa programmation est à l'image de la ville de Pointe-Noire, c'est-à-dire multiculturelle et portée sur l'échange et la découverte. « *La diversité de la population à Pointe-Noire donne tout son sens à ce choix des cinémas du monde. Ce thème permet de mettre en lumière certaines cultures délaissées par les autres événements internationaux. À travers des soirées thématiques, des débats et des rencontres, le Festival essayera de comprendre et d'analyser l'évolution du cinéma en Afrique. Le Moké film festival de Pointe-Noire est un regard sur*

l'autre et sur les cultures africaines », a-t-il expliqué.

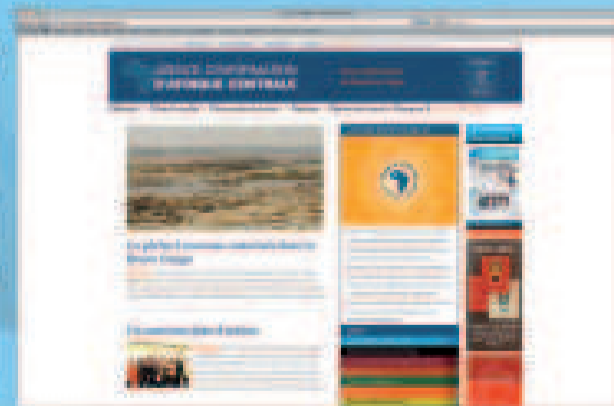
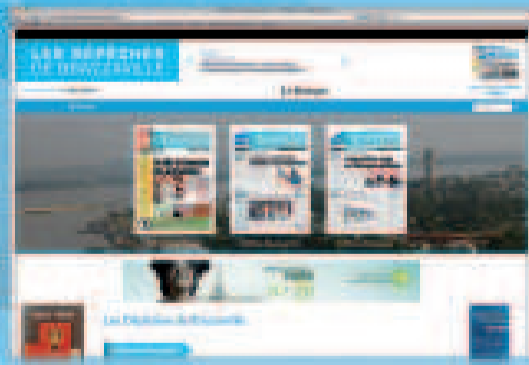
L'inscription au festival se fait via internet. Les personnes intéressées peuvent avoir plus d'information sur le site internet www.basango.info/mokefilmfest et www.facebook.com/mokefilmfestival. Les candidats retenus seront prévenus par E-mail avant l'annonce officielle des films sélectionnés qui se fera le 15 juillet. Notons que la république démocratique du Congo sera le pays à l'honneur de cette première édition du Moké film avec la participation à cet événement de deux de ses réalisateurs.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

Consultez nos nouveaux sites internet !

- Ergonomiques et esthétiques
- Un fil d'information en continu pour suivre l'actualité en temps réel
- Des liens sur les informations phares
- Différentes entrées possibles, par département, par thèmes...
- Un site très illustré avec de nombreuses photos, vidéos...
- Des dossiers thématiques notamment sur la diaspora, le foot, la culture...

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE



www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

Un rendez-vous
quotidien
incontournable

CHAMPIONNAT NATIONAL D'ÉLITE LIGUE 1

La JST provisoirement en tête de peloton

La Jeunesse Sportive de Talangai (JST) est montée à la première place du classement provisoire après sa courte victoire sur le Club Athlétique Renaissance Aiglons (Cara) 1-0 lors de la 17e journée totalisant ainsi 37 points.

La JST a empêché les Aiglons à prendre de la hauteur sur elle. Dans un match très serré, l'équipe du sixième arrondisse-

ment de Brazzaville a affiché sa détermination de se maintenir en haut du tableau. Dès l'entame de la rencontre, la JST s'est créé de nombreuses occasions qui, du reste, n'ont pas été concrétisées. Les deux formations sont retournées dans les vestiaires sur un score de parité 0-0. Il fallait attendre la 82e minute pour qu'Éric Kanza inscrive l'unique but de la

rencontre en faveur de la JST. « Nous sommes très satisfaits du résultat. Notre objectif, en effet, est de se maintenir dans le carré d'as », a déclaré l'entraîneur de la JST, Raphaël Mafoua.

Dans l'autre rencontre, la Jeunesse Sportive de Poto-poto (JSP) s'est imposée sur le même score devant Patronage, grâce à un but inscrit par Nanga à la 64e minute. Cette victoire permet à cette équipe de monter à la 3e place avec 33 points. À Pointe-Noire, Étoile s'est imposée face à Pigeon-Vert 2-0. Une victoire qui permet aux Stelliens de totaliser 27 points au classement. C'est par le même score de 2-0 que l'AC Léopards de Dolisie est venu à bout de La Mancha. Les Fauves du Niari ont désormais 36 points et pointent à la deuxième place avec des matchs de moins.

Rominique Nerplal
Makaya



Une contre-attaque de la JST Crédit photo Adiac

COMMERCE

Une foire à Brazzaville pour pousser à la diversification de l'économie

La foire dite « multisectorielle de Brazzaville » a lieu du 8 juillet au 9 août 2016. Une initiative du Centre congolais du commerce extérieur (CCCE) qui démarre tôt la communication autour de cet événement qu'on n'a plus vu à Brazzaville depuis 20 ans environ.

La foire se tiendra dans les jardins du Palais du congrès sur le thème: « Valorisation des produits et services, pour une transformation structurelle, en vue de la diversification de l'économie ». Elle se veut un haut lieu de rencontres, d'échanges d'expérience entre les opérateurs économiques congolais et étrangers, explique Basile Obongui, à la tête du CCCE depuis quelques mois.

« A travers cette foire de Brazzaville, le gouvernement du Congo compte regrouper autour des activités économiques et commerciales tous ceux des experts, producteurs, inventeurs et distributeurs des biens et services produits au Congo », explique le Directeur général de CCCE. « Elle réunira des exposants nationaux des secteurs primaires, secondaires, et



Basile Obongui

tertiaires, pour leur permettre de faire connaître aux professionnels puis aux visiteurs, la diversité de l'offre de la production congolaise », précise-t-il.

Depuis plus d'une vingtaine d'années, Brazzaville n'a pas organisé une foire d'une telle envergure où plus de 500 mille visiteurs sont attendus. Le CCCE veut donner à cet événement tous son intérêt à promouvoir le potentiel productif du pays. Mais sans budget, il est difficile d'atteindre ces objectifs car la structure n'a pas été prise en compte dans le budget 2016 de l'Etat. « La foire va s'autofinancer avec la vente des stands et billets et l'aide des sponsors. Mais il faut un soutien de la tu-

telle », espère Basile Obongui.

Depuis sa prise de fonction au CCCE, Basile Obongui veut redonner au centre son véritable rôle de promouvoir les exportations. Une mission néanmoins assujettie à une meilleure connaissance du potentiel productif. Si les foires sont l'occasion certaine de rendre visible les produits et les producteurs, les services et projets, la foire multisectorielle de Brazzaville attend un soutien, sans faille, d'acteurs divers. Une véritable réponse attendue à la célèbre foire de Pointe-Noire qui a fermé ses portes en raison de l'emprise de l'espace par la mairie de la ville.

Quentin Loubou

Football: le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Europe (Grèce, Italie et Portugal)



Premier but au Portugal pour Kader Bidimbou (droits réservés)

saire du jour, premier reléguable.

En France (Ligue 1)

Ligue 1, 32e journée

Sans Prince Oniangué, en phase de reprise, mais avec Thierry Bifouma titulaire, Reims chute à Rennes (1-3). Volontaire, il met Costil sous pression à la 8e, mais son équipe encaisse deux buts aux 12e et 15e (avec une position de hors-jeu), coupant les jambes du Stade de Reims. A la 24e, il veut trop en faire et oublie Diego : son pêché mignon. Aurait pu

marquer en fin de partie, mais Costil détourne sa tête en corner (90e). Au total, l'international congolais a touché 38 ballons (4 gagnés, 15 perdus, 61% de passes réussies) pour 2 tirs (1 cadré), 1 hors-jeu, 1 faute subie et 4 commise.

Petit événement à Troyes, où Arnold Bouka Moutou était titularisé à son poste originel de latéral gauche pour la deuxième fois de la saison. A l'issue de ce match remporté in extremis par le SCO et qui envoie officiellement l'Estac en Ligue 2, Bouka Moutou est le joueur qui a touché le plus de ballon (à égalité avec Nivet) : 73 (16 gagnés, 17 perdus, 77 % de passes réussies, 1 tir non cadré à la 3e minute, 3 centres, 2 fautes subies et 1 commise). Solide à défaut d'être brillant.

Fodé Doré, de retour à l'entraînement après six mois d'absence, n'était pas dans le groupe angevin. Sans Yhoan Andzouana, Monaco s'était incliné vendredi soir face à Bordeaux (1-2).

Remplaçant, Jules Iloki est entré à la 46e lors du naufrage de Nantes face à Lille (0-3). Le score était d'un but à zéro pour les Dogues lors de l'apparition du Franco-Congolais, qui a touché 21 ballons (2 gagnés, 8 perdus, 80% de passes réussies, 1 tir non cadré à la 76e, 1 hors-jeu et 2 centres).

Remplaçant, Christopher Maboulou est entré en jeu à la 81e lors du succès de Bastia sur l'OM (2-1). Le temps pour lui de toucher 3 ballon (1 gagné, 2 perdus).

Avec 55 points, Monaco est sous la menace directe de Rennes (51 points). Après sa victoire, Angers remonte dans la première partie de tableau (9e avec 45 points), devant Nantes et Bastia, 10e et 11e avec 44 et 43 points. Dans le bas de tableau, Reims ne devance le Gazelec d'Ajaccio qu'à la différence de buts (33 points chacun, -12 contre -14).

Camille Delourme

Grèce, 28e journée, 1re division

Remplaçant, Bernard Itoua est entré en jeu à la 93e lors du succès de Plataniias face à Xanthi. Plataniias est remonté à la 5e journée avec 38 points, avec 6 longueurs de retard sur la 5e place, synonyme de qualification européenne.

Italie, 29e journée, 3e division, groupe C

Remplaçant, Ravy Tsouka Dozi est entré à la 72e lors du match nul de Pagani à Melfi (0-0). Pagani est 9e avec 38 points.

Portugal, 8e journée des play-offs, zone sud, 3e division

Julssy Boukama Kaya offre une précieuse victoire à Casa Pia face à Angrense (1-0). Lancé en seconde mi-temps, le double champion d'Angola marque l'unique but du match sur un coup-franc tiré de l'arc de cercle de la surface et placé à la droite du gardien adverse. On jouait alors la 93e minute et ce succès permet à Casa Pia de se classer 2e avec 14 points, à 3 points du leader.

Portugal, 8e journée des play-down, groupe D, 3e division

Sanjoanense l'emporte sur le terrain de Gafanha (2-1). Remplaçant, Kader Bidimbou est entré avant l'heure de jeu, alors que son équipe était menée au score. Sur une remise, l'ancien attaquant de l'AC Léopards débloque son compteur personnel du droit à la 70e. Et remet son équipe dans le sens de la marche. Avec 32 points, et 6 longueurs d'avance sur son dauphin, Sanjoanense fait un grand pas vers le maintien.

Portugal, 8e journée des play-down, groupe E, 3e division

Scénario cruel pour Tourizense et Juslain Babelé, battus à domicile par la réserve de l'Academica Coimbra (0-1) avec un but gag (passe en retrait pour le gardien qui glisse en raison de la pluie battante). Titulaire, Babelé a terminé le match en attaque pour tenter d'égaliser. En vain. Tourizense redescend à la 5e place (sur 8) avec 4 points d'avance sur son adver-